



Groupe Bull

**ACTUALISATION DU
DOCUMENT DE REFERENCE 2008**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

AMF

La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers («AMF») le 26 novembre 2009. Elle complète le document de référence 2008 déposé auprès de l'AMF sous le numéro D.09-0203 en date du 06 avril 2009. Conformément à l'article 212-13, le document de référence et son actualisation pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Sommaire

Déclaration de la personne responsable du document de référence	3
Rapport semestriel 2009	4
Informations financières sélectionnées du premier semestre.....	5
Rapport d'activité du premier semestre 2009.....	6
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	18
Etats financiers et notes annexes premier semestre 2009.....	19
Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2009	44
Informations concernant les principales participations minoritaires au 30 juin 2009	52
Evenements postérieurs au 6 avril 2009 (date du dépôt du document de référence)	53
Table de concordance.....	59

Déclaration de la personne responsable du document de référence

La personne responsable du présent document est Didier Lamouche, Président-directeur général de Bull.

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Le rapport des contrôleurs légaux relatif aux comptes sociaux 2008 figurant pages 117-119 du document de référence 2008 contient l'observation suivante:

"Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe « résumé des principes comptables essentiels » qui expose la première application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2008-15 du 4 décembre 2008 afférent au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés."

Le rapport des contrôleurs légaux relatif aux comptes semestriels consolidés résumés 2009 figurant pages 17 du rapport semestriel 2009 contient l'observation suivante:

"Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose la première application de la norme IFRS 8, segments opérationnels."

Didier Lamouche

Président-directeur général

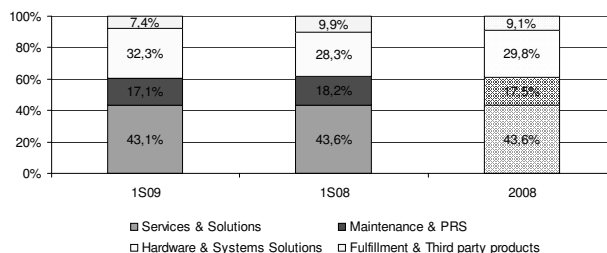
Les Clayes-sous-Bois

Le 26 novembre 2009

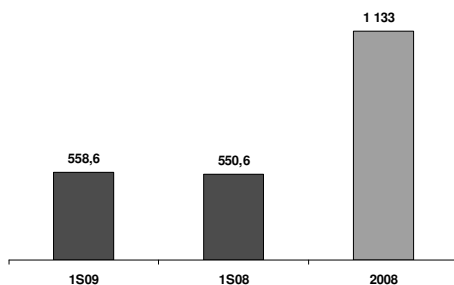
Rapport semestriel 2009

Informations financières sélectionnées du premier semestre

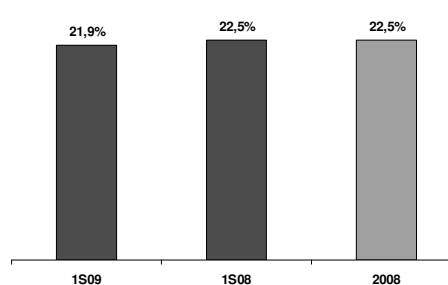
Evolution du chiffre d'affaires par activité



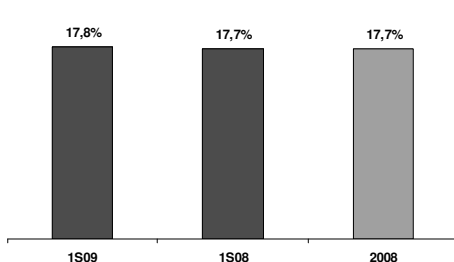
Evolution du chiffre d'affaires
(en millions d'euros)



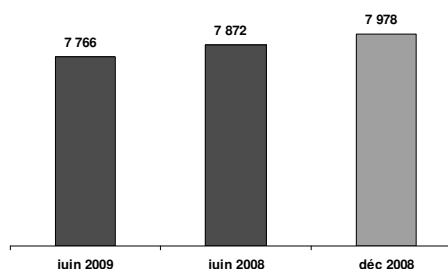
Evolution du taux de marge brute
(en % du chiffre d'affaires)



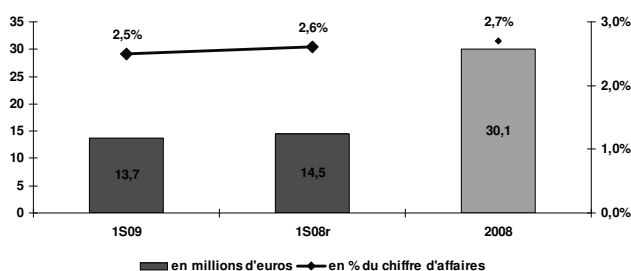
Evolution des frais commerciaux et administratifs
(en % du chiffre d'affaires)



Effectif en fin de période



Evolution de l'EBIT ⁽¹⁾



(1) EBIT = Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels non courants et financiers et quote-part des sociétés associées. L'EBIT du premier semestre 2008 est retraité des deux modifications de présentation comptable, portant sur le crédit d'impôt recherche et les pertes et gains de change, mises en place à partir de la clôture 2008 et décrites dans les commentaires de gestion.

Rapport d'activité du premier semestre 2009

1. Faits marquants

Le premier semestre 2009 confirme les choix stratégiques du Groupe et sa capacité à résister dans un environnement économique difficile.

Le portefeuille solide d'activités de Bull (Infrastructures ; services de conseil, de développement et d'intégration ; support et exploitation sécurisée) et son positionnement sur des secteurs résilients (services publics, telco, recherche...) ont démontré leur cohérence, leur complémentarité et leur résistance.

Parmi les moteurs de croissance et de transformation du groupe, les activités de Bull dans l'Extreme Computing (la nouvelle dénomination proposée par Bull pour le calcul haute performance) - dans le stockage sécurisé et dans les services ont bien reflété la dynamique du Groupe au premier semestre 2009 :

1. Dans l'Extreme Computing, Bull a marqué de nouveaux points avec l'annonce d'une nouvelle famille de supercalculateurs – les systèmes bullx ; avec l'installation en un temps record de très grandes configurations dans des centres prestigieux ; avec la signature d'un partenariat important avec un spécialiste des solutions logicielles pour le secteur de l'énergie ; et par l'attribution du prix Bull-Joseph Fourier récompensant des chercheurs pour leur apport dans la simulation numérique.
2. Le stockage sécurisé a été renforcé avec l'intégration des nouvelles technologies innovantes d'EMC et la signature d'un partenariat avec la société de conseil GlassHouse pour développer de nouveaux services d'audit permettant aux organisations d'optimiser leurs infrastructures de stockage. La nouvelle offre globull®, qui réconcilie mobilité et sécurité, a par ailleurs remporté des contrats prometteurs, notamment auprès de plusieurs organisations clés dans les secteurs de la défense et de l'intérieur ;
3. Les offres de services de Bull (conseil, intégration/développement, infogérance), dans les télécoms, les services publics, la santé, etc. ont continué de remporter une adhésion croissante de la part de grands clients en France comme à l'international.

En s'appuyant sur ses compétences stratégiques, Bull a souligné auprès du marché sa capacité à permettre aux organisations d'accélérer leur sortie de crise en réduisant leurs coûts (contrôle et pilotage du SI, green IT, infogérance) et en accroissant leur capacité d'innovation (simulation numérique, grands projets d'intégration de systèmes, Open Source). Cette expertise a fait l'objet d'un programme de communication spécifique, le programme NEXT.

Extreme Computing : un engagement stratégique

Avec plus de 150 clients dans 15 pays et sur 3 continents, la dynamique de Bull dans le Calcul Haute Performance s'est encore accélérée au premier semestre 2009, en ligne avec son objectif de chiffre d'affaires qui devrait être de 100 millions d'euros en 2009.

Avec l'annonce des supercalculateurs bullx et de sa vision de « l'Extreme Computing » à la fin du premier semestre 2009, Bull a réalisé l'une des annonces les plus retentissantes de ce marché. Doté d'un design totalement nouveau, en rupture avec les codes traditionnels des précédentes générations de systèmes sur ce marché, fort d'une technologie dont le très haut niveau a été applaudi par les spécialistes, bullx a immédiatement été reconnu par la communauté pour son innovation, pour ses performances, pour sa densité extrême et pour sa très faible consommation de ressources, en constituant un des supercalculateurs les plus « verts » de sa catégorie. L'annonce de bullx a donné lieu à de très nombreux commentaires positifs dans la presse du monde entier, ainsi que de la part des analystes industriels Gartner et IDC.

Preuve de sa très haute expertise dans les services, Bull a installé en quelques semaines seulement un des supercalculateurs hybrides parmi les plus puissants au monde – celui commandé par le GENCI pour le CCRT – et le supercalculateur du centre Jülich, le plus puissant au monde doté du plus récent des processeurs Intel Xeon (Nehalem).

Bull a également signé un contrat de partenariat technologique avec ffa (Foster Findlay Associates Ltd) pour fournir aux clients du secteur pétrolier et gazier des supercalculateurs à haute performance Bull équipés du logiciel d'analyse sismique 3D de ffa basé sur les accélérateurs GPU. ffa reconnaît dans ce partenariat la très haute expertise de Bull dans les systèmes hybrides, qui offrent des ratios performance/watt et performance/prix les plus élevés du marché.

Enfin, le premier semestre 2009 a été l'occasion de décerner le prix Bull-Joseph Fourier à trois lauréats, chercheurs réputés dans leur domaine. Le prix Bull-Joseph Fourier, décerné en association avec GENCI, vise à accélérer le développement de la simulation numérique en France et en Europe.

Le stockage sécurisé à l'ère du Bio Data Center

Parmi les principaux partenaires d'EMC, Bull a introduit les nouveaux systèmes EMC Symmetrix V-Max qui apportent d'importantes avancées pour le centre de données virtuel. Bull a d'ailleurs été l'un des premiers fournisseurs de solutions intégrées à présenter ces nouveaux systèmes, dans son Centre de Solutions de Grenoble.

Bull a également procédé à la signature d'un partenariat avec la société de conseil GlassHouse pour développer de nouveaux services permettant aux organisations de mieux contrôler leurs ressources de stockage. Ces nouveaux services permettront aux entreprises d'identifier et de quantifier les économies et les bénéfices qu'elles pourront tirer des technologies optimisant la gestion des données.

Enfin, la nouvelle offre globull®, qui réconcilie mobilité et sécurité, a remporté des contrats prometteurs, notamment auprès de plusieurs organisations clés dans les secteurs de la défense et de l'intérieur, soulignant ainsi sa capacité à satisfaire les demandes les plus exigeantes en termes de sécurité et de confidentialité des données.

Les activités de Services poursuivent leur dynamisme

Dans le conseil, l'intégration/développement et dans l'infogérance, le premier semestre 2009 témoigne de la reconnaissance de l'expertise de Bull par le marché dans presque tous les secteurs (télécommunications, secteur public, santé, industrie, etc.) et de l'importance stratégique que l'activité des services a prise au sein de Bull, soulignant la capacité du Groupe à accomplir sa transformation. Architecte d'un monde ouvert, Bull s'appuie notamment sur l'expertise des environnements collaboratifs du monde Open Source pour mettre en œuvre une gestion performante des projets de développement, au travers de ses centres de services internationaux et de sa stratégie de « VirtualShore ».

Outre les gros projets d'intégration déjà gérés par Bull en Europe (tels que Chorus, Mon.Service-Public.fr, parmi bien d'autres), de nombreux projets nouveaux ont été signés. A titre d'exemples : en Belgique, un des plus anciens hôpitaux au monde renouvelle sa politique de sécurisation en confiant à Bull la mise en œuvre de sa solution Enterprise SSO pour tous ses personnels soignants et administratifs, en Nouvelle Calédonie, l'Office des Postes et Télécommunications confie à Bull le renouvellement de sa plate-forme de médiation et de provisioning pour permettre le lancement de services innovants de messagerie et de « multi-play », et au Maroc la Poste confie à Bull l'automatisation de son Centre International de Courrier de Casablanca.

Membres du conseil d'administration

L'assemblée générale mixte du 13 mai 2009 a ratifié la cooptation en qualité d'administrateur de Makoto Tsukakoshi. Celui-ci a remplacé Kazuhiko Kobayashi, qui a présenté sa démission lors de la réunion du conseil d'administration du 29 juillet 2008, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et se tenant dans le cours de l'année 2010.

L'assemblée générale mixte du 13 mai 2009 a ratifié la cooptation en qualité d'administrateur de Jean-François Rambicur. Celui-ci a remplacé André Felix, qui a présenté sa démission lors de la réunion du conseil d'administration du 25 mars 2009, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir. L'assemblée générale a également approuvé le renouvellement du mandat d'administrateur de Jean-François Rambicur, pour la durée statutaire de 3 ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et se tenant dans le cours de l'année 2012. Jean-François Rambicur, qui bénéficie du statut d'administrateur indépendant, a intégré le comité Hommes et Organisation.

CALENDRIER DES PRINCIPAUX EVENEMENTS

■ Janvier

L'OPT choisit Bull pour lancer des services innovants de télécommunications.

Anne-Marie Cambourieu est nommée Vice-Présidente Ressources Humaines du Groupe Bull et Membre du Comité Exécutif du Groupe.

Avec le nouveau supercalculateur Bull du Forschungszentrum Jülich, la recherche sur la fusion nucléaire se dote pour la première fois de moyens de simulation numérique européens.

■ Février

Poste Maroc confie à Bull l'automatisation de son Centre International de Courrier de Casablanca.

Résultats 2008 : Bull dépasse ses objectifs.

Bull annonce myVMBox, solution de virtualisation à la carte, en environnement VMware.

Bull et Oblicore, partenaires pour des solutions avancées de SLM.

■ Mars

Bull et GlassHouse s'associent dans les services d'audit de stockage.

Barbara Coumaros est nommée Responsable des Relations presse du groupe Bull.

Bull accélère son engagement dans le Green computing avec l'intégration de la nouvelle série de processeurs.

Bull lance les « Essentiels Open Source ».

Bull soutient l'innovation Open Source, moteur de la relance numérique.

■ Avril

Bull entend faire du numérique un moteur de sortie de crise.

Bull renforce ses solutions de centre de données virtuel avec les systèmes de stockage EMC Symmetrix V-Max.

Bull réduit les coûts des infrastructures distribuées avec de nouveaux serveurs d'entrée de gamme Escala.

Au premier trimestre 2009, Bull confirme la solidité de son modèle.

■ Mai

Bull Evidian annonce « Ready-To-Go SSO », une édition d'entrée de son logiciel de single sign-on.

Bull aide le Ministère de l'environnement roumain à assurer une meilleure protection de l'environnement.

Bull Evidian aide un hôpital en Belgique à améliorer sécurité et efficacité.

■ Juin

Partenariat Bull SAS et fFA dans le domaine des supercalculateurs à haute performance pour le secteur pétrolier et gazier.

Bull équipe plusieurs ministères avec globull®, première plate-forme de sécurité mobile.

Avec les supercalculateurs bullx, Bull ouvre une nouvelle voie à l'Extreme Computing.

P&T Luxembourg crée un SSO en « nuage » avec Bull Evidian.

Stratégie et offre de Bull dans l'Extreme Computing : nouveau livre blanc IDC.

2. Commentaires de gestion - résultats du groupe au premier semestre 2009

2.1 Changement de périmètre

La seule variation de périmètre constatée lors du premier semestre 2009 concerne la cession de la société SERRIB, société française située à Belfort. Comme annoncé dans le document de référence 2008 cette cession est intervenue le 29 janvier 2009 pour un prix de 0,2 million d'euros, se traduisant par une perte de 0,6 million d'euros pour le Groupe. Cette perte avait été enregistrée au 31 décembre 2008 par la constatation d'une dépréciation des actifs non courants détenus en vue de la vente et n'a donc aucune conséquence sur les comptes 2009.

Concernant l'impact de la cession de SERRIB sur les comptes du Groupe, elle peut se résumer ainsi sur la base des comptes 2008 :

- Chiffre d'affaires : 4,2 millions d'euros

- Résultat opérationnel : perte de 1,0 million d'euros.

2.2 Résultats au 30 juin 2009

Base de présentation

Les résultats présentés ci-après sont dans le périmètre actuel du Groupe.

Commentaires

Dans un environnement marqué par une détérioration forte de l'activité économique, notamment en Europe de l'Ouest, et une concurrence exacerbée exerçant une pression importante sur les marges, en particulier dans le segment Services et Solutions, le Groupe a démontré, au cours du premier semestre 2009, une certaine résilience. Comme anticipé, son positionnement plus proche du secteur public dans bon nombre de pays, la qualité de ses clients, le renouvellement de son offre adaptée aux demandes nouvelles du marché (Extreme computing, green IT, Novaforge ...) et une maîtrise de l'ensemble de ses coûts lui ont permis, jusqu'à présent, de poursuivre son développement en ligne avec ses objectifs.

Au premier semestre 2009, le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 558,6 millions d'euros, en croissance de 1,5% par rapport à 550,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2008.

L'évolution des taux de change entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2008 a fait perdre 1,2 point de croissance sur le chiffre d'affaires. En d'autres termes, le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 recalculé avec les taux de change du premier semestre 2008 s'élèverait à 565,3 millions d'euros en croissance de 2,7% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2008.

La société CSB Consulting, entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe au premier avril 2008, la société Sirius consolidée depuis le premier juillet 2008, et la société science + computing acquise en octobre 2008, ont apporté 17,2 millions d'euros au chiffre d'affaires du premier semestre 2009. La société CSB Consulting avait apporté 2,5 millions d'euros de chiffre d'affaires au deuxième trimestre 2008.

Par ailleurs les activités de solutions Medicaid, incluses dans la filiale Integris du Groupe aux Etats-Unis cédée à Ingenix en octobre 2008, avait eu un chiffre d'affaires de 13,7 millions d'euros au premier semestre 2008 et la société SERRIB, vendue en janvier 2009, avait quant à elle, un chiffre d'affaires de 2,7 millions d'euros.

L'EBIT (*) du Groupe s'élève à 13,7 millions d'euros à comparer à 14,5 millions d'euros représentant l'EBIT du premier semestre 2008 retraité des deux modifications de présentation des comptes introduites à fin 2008. La première modification porte sur la comptabilisation du crédit d'impôt recherche en diminution des dépenses de R&D, et donc en amélioration de l'EBIT, au lieu d'une comptabilisation en diminution des impôts. Cette modification a été faite pour se conformer aux pratiques comptables de la plupart des bénéficiaires de crédit d'impôt recherche. Ce crédit d'impôt recherche représentait 2,6 millions d'euros en 2008. La deuxième modification porte sur les pertes et gains de change dont la totalité était reportée dans l'EBIT jusqu'à juin 2008 et qui sont depuis 2008 réparties entre pertes et gains de change opérationnels c'est-à-dire les pertes et gains de changes directement liées aux opérations commerciales, présentées dans l'EBIT mais sur une ligne à part du compte de résultat, et les pertes et gains de change non opérationnels, c'est-à-dire celles et ceux liés à la position financière du Groupe, reportés en dessous de l'EBIT. Les montants de ces pertes et gains de change sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Les résultats semestriels du Groupe étant conformes, voire même légèrement supérieurs au plan de marche 2009, et les perspectives à moyen terme n'apparaissant pas avoir évolué de manière significative par rapport aux résultats prévisionnels établis lors de la révision du plan stratégique effectuée à l'automne 2008, la provision pour Clause de Retour à Meilleure Fortune dont bénéficie l'Etat français, condition de l'aide à la restructuration reçue par Bull en janvier 2005, a été maintenue au niveau de fin 2008 ; il en est de même pour les impôts différés actifs.

Aucune transaction entre parties liées n'a influé significativement sur la situation financière ou les résultats.

Compte de résultat consolidé par semestre

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2009	Année 2008r	Variation Semestre à semestre	
Chiffre d'affaires	558,6	550,6	1132,8	+1,5%
Marge brute	122,1	124,0	254,9	
% chiffre d'affaires	21,9%	22,5%	22,5%	-0,6pt
Frais de recherche et développement nets	(8,9)	(11,7)	(23,0)	
% chiffre d'affaires	1,6%	2,1%	2,0%	-0,5pt
Frais commerciaux et administratifs	(99,3)	(97,3)	(200,0)	
% chiffre d'affaires	17,8%	17,7%	17,7%	+0,1pt
Résultat de change sur flux opérationnels	(0,2)	(0,5)	(1,8)	
EBIT (*)	13,7	14,5	30,1	-0,8
% chiffre d'affaires	2,5%	2,6%	2,7%	-0,1pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	2,7	0,1	12,6	
Coûts de départs transactionnels	(7,7)	(6,6)	(21,8)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	0,1	0,2	-	
Résultat opérationnel (**)	8,8	8,2	20,9	
Résultat de change sur flux financiers	(1,3)	(0,4)	(4,0)	
Frais financiers	(2,5)	(1,5)	(3,5)	
Impôts	(3,0)	(1,6)	(3,5)	
Impôts différés			(11,5)	
CRMF (***)			7,3	
Résultat net	2,0	4,7	5,7	-2,7

r = retraité des deux modifications de présentation comptable, portant sur le crédit d'impôt recherche et les pertes et gains de change, mises en place à partir de la clôture 2008 et décrites avant le tableau Compte de résultat consolidé par semestre.

(*) L'EBIT (Earnings before interest and taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers tel que présenté au compte de résultat.

(**) Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

(***) CRMF : clause de retour à meilleure fortune.

Prises de commandes

Les prises de commandes du premier semestre 2009 sont pratiquement stables par rapport à 2008, affichant une très légère décroissance de 0,6%. Les prises de commandes de l'activité Hardware & Systems Solutions croissent de 3,1 %, celles de l'activité Services et Solutions progressent de 4,4 %. Celles liées à l'activité Fulfillment & Third Party Products sont en recul de 33,0%. Les commandes de Product Related Services (PRS) incluses dans l'activité Maintenance & PRS progressent quant à elles de 7,7 %.

Les prises de commandes correspondent à la valeur totale ferme des contrats enregistrés pendant la période et avec un horizon de livraison ou d'exécution déterminé. Cette valeur totale ferme de contrats correspond à l'engagement contractuel des clients, sur lequel le management peut être amené à apporter un jugement dans la mesure où aucun standard ne s'applique. L'activité maintenance récurrente n'est pas incluse dans les prises de commandes dans la mesure où les contrats qui couvrent cette activité sont gérés comme un portefeuille dont le renouvellement est souvent effectué de manière tacite.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 558,6 millions d'euros, en croissance de 1,5% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2008. Le chiffre d'affaires se décompose de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année	Variation
	2009	2008	2008	Semestre à semestre
Hardware and Systems Solutions	180,6	156,0	338,1	+15,8%
Fulfillment & 3rd Party Products	41,5	54,6	102,7	-23,9%
Maintenance & PRS	95,5	100,0	197,8	-4,6%
Services & Solutions	241,0	240,0	494,2	+0,4%
Chiffre d'affaires total	558,6	550,6	1 132,8	+1,5%

Le chiffre d'affaires de l'activité Hardware and Systems Solutions s'est élevé à 180,6 millions d'euros, en croissance de 15,8% par rapport au premier semestre 2008. La croissance des activités d'intégration de produits, en particulier celle de l'offre de Calcul Haute Performance (HPC) renforcée par la livraison et la facturation ce semestre d'un système au Forschungszentrum Jülich en Allemagne et par l'activité des sociétés Serviware et science + computing qui se consolident dans ce segment, a plus que compensé la décroissance anticipée des offres matures de serveurs.

Le chiffre d'affaires de l'activité Fulfillment & Third Party Products s'établit à 41,5 millions d'euros, en décroissance de 23,9% par rapport au premier semestre 2008. Cette évolution reflète la réorientation délibérée des efforts commerciaux vers les offres Bull à plus forte valeur ajoutée.

L'activité Maintenance & PRS réalise un chiffre d'affaires de 95,5 millions d'euros sur l'ensemble du premier semestre 2009, en baisse de 4,6% par rapport au premier semestre 2008. Cette décroissance plus faible qu'au premier semestre 2008 résulte d'une presque stabilisation de cette activité en France et de la croissance des Products Related Services (PRS). Il faut toutefois noter que la fin programmée de contrats de support de serveurs propriétaires continuera de peser sur cette activité.

Dans un marché beaucoup plus difficile, l'activité Services & Solutions quant à elle poursuit sa progression avec un chiffre d'affaires de 241,0 millions d'euros, soit une croissance de 0,4% par rapport au premier semestre 2008. Le Groupe poursuit ainsi sa stratégie visant à augmenter la part des services et solutions dans le chiffre d'affaires total.

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2009 évolue comme présenté ci-dessous. Les poids relatifs des zones évoluent principalement du fait de la sortie du périmètre du Groupe de l'activité Medicaid aux Etats-Unis. L'Europe hors France accroît sa part dans le chiffre d'affaires du Groupe grâce à la croissance du chiffre d'affaires enregistrée en Hollande, et en Allemagne et Belux suite aux acquisitions réalisées.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
France	51%	51%	51%
Europe hors France	35%	34%	34%
Amérique du Nord	2%	4%	3,5%
Amérique du Sud	4%	3%	3,5%
Reste du monde	8%	8%	8%
Total	100%	100%	100%

Marge brute

La marge brute s'établit à 122,1 millions d'euros et représente 21,9% du chiffre d'affaires, à comparer à 22,5% pour le premier semestre 2008.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2009	Année 2008	Variation Semestre à semestre	
Hardware and Systems Solutions	51,3	52,6	108,6	
% du chiffre d'affaires	28,4%	33,7%	32,1%	-5,3pt
Fulfillment & 3rd Party Products	5,1	5,7	12,2	
% du chiffre d'affaires	12,4%	10,5%	11,8%	+1,9pt
Maintenance & PRS	28,2	29,0	58,3	
% du chiffre d'affaires	29,5%	29%	29,5%	+0,5pt
Services & Solutions	37,5	36,7	75,9	
% du chiffre d'affaires	15,6%	15,3%	15,4%	+0,3pt
Total	122,1	124,0	254,9	
% du chiffre d'affaires	21,9%	22,5%	22,5%	-0,6pt

La somme des arrondis peut être différente de l'arrondi de la somme.

Le premier semestre 2009 se caractérise par :

- Une diminution de la marge brute Hardware and Systems Solutions en valeur absolue et en taux liée à l'évolution anticipée du mix produits.
- Une baisse de la marge Fulfillment & Third Party Products en valeur absolue et une amélioration du taux de marge.
- Une baisse de la marge brute Maintenance & PRS en valeur absolue liée à la baisse du chiffre d'affaires mais une amélioration du taux de marge grâce aux efforts de réduction de coûts.
- Un taux de marge Services & Solutions en progression de 0,3 point par rapport au premier semestre 2008. Le taux de marge est en progression à l'international mais est sous pression en France et dans le secteur des Télécommunications à cause d'une forte concurrence sur les prix et quelques difficultés sur certains projets dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Par ailleurs il est à noter que le taux moyen d'utilisation des ressources propres en France est stable à 80% à fin juin 2009.

Recherche et développement et frais commerciaux et administratifs

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2009	Année 2008r	Année 2008
Frais de Recherche et développement nets	(8,9)	(11,7)	(23,0)
% du chiffre d'affaires HW Solutions et Maintenance & PRS			
Frais Commerciaux et Administratifs	(99,3)	(97,3)	(200,0)
% du chiffre d'affaires	17,8%	17,7%	17,7%

r = retraité

Reclassement du crédit d'impôt recherche : A partir de la clôture annuelle 2008, la comptabilisation du crédit d'impôt recherche a été faite en diminution des dépenses de Recherche et développement, et donc en amélioration de l'EBIT au lieu d'une comptabilisation en diminution des impôts. Cette modification a été faite pour se conformer aux pratiques comptables de la plupart des bénéficiaires de crédit d'impôt recherche. Ce crédit d'impôt recherche représentait 2,6 millions d'euros en 2008. La colonne 2008r, soit 2008 retraité, retraite les comptes semestriels 2008 de ce reclassement.

Les dépenses de Recherche et développement nettes s'élèvent à 8,9 millions d'euros au premier semestre 2009.

L'effort de Recherche et développement est désormais principalement consacré aux offres du Groupe dans le domaine du Calcul Haute Performance (HPC), du stockage, de l'Open Source et de la sécurité. Les coûts consacrés aux serveurs propriétaires baissent sensiblement parallèlement à l'évolution de l'activité de ces derniers. Le Groupe bénéficie par ailleurs de l'évolution favorable du taux du crédit d'impôt recherche, ainsi que de la participation accrue de ses partenaires à son effort de recherche. Ainsi l'effort global de R&D s'élève à environ 22,4 millions d'euros au premier semestre 2009, à comparer à environ 19,8 millions d'euros pour le premier semestre 2008.

Au total, les coûts nets de Recherche et développement s'élèvent à 1,6 % du chiffre d'affaires global et à 3,2 % du chiffre d'affaires Hardware and Systems Solutions et Maintenance and PRS.

Les frais commerciaux et administratifs évoluent défavorablement au premier semestre 2009 que ce soit en valeur absolue ou en pourcentage du chiffre d'affaires. Cependant alors que les frais administratifs augmentent par rapport à une base premier semestre 2008 relativement basse, les frais commerciaux sont eux en légère diminution. En effet, comme indiqué dans le rapport semestriel 2008, des reprises de provisions relatives à la résolution favorable de litiges liés à la taxe professionnelle en France et de litiges sociaux anciens aux Etats-Unis, ont impacté favorablement les coûts administratifs du premier semestre 2008. Les frais commerciaux baissent de 1,9 %, démontrant la volonté du Groupe de maîtriser ses investissements commerciaux dans le contexte commercial actuel.

EBIT (Earnings before interest and taxes)

L'EBIT s'élève à 13,7 millions d'euros, en ligne avec les objectifs fixés pour l'année 2009 et représente 2,5% du chiffre d'affaires.

Résultat net <i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année	Variation
	2009	2008r	2008	Semestre à semestre
EBIT (*)	13,7	14,5	30,1	-0,8
% chiffre d'affaires	2,5%	2,6%	2,7%	-0,1pt
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	2,7	0,1	12,6	
Coûts nets des départs transactionnels	(7,7)	(6,6)	(21,8)	
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	0,1	0,2	-	
Résultat opérationnel (**)	8,8	8,2	20,9	+0,6
Résultat de change sur flux financiers	(1,3)	(0,4)	(4,0)	
Frais financiers	(2,5)	(1,5)	(3,5)	
Impôts	(3,0)	(1,6)	(3,5)	
Impôts différés			(11,5)	
CRMF (***)			7,3	
Part des minoritaires	-	-	(0,1)	
Résultat net part du Groupe	2,0	4,7	5,7	-2,7

r = retraité des deux modifications de présentation comptable, portant sur le crédit d'impôt recherche et les pertes et gains de change, mises en place à partir de la clôture 2008 et décrites avant le tableau compte de résultat consolidé par semestre.

() L'EBIT (Earnings before interest and taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers tel que présenté au compte de résultat.*

*(**) Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.*

*(***) CRMF : clause de retour à meilleure fortune.*

Les produits de cession et autres produits et charges opérationnels non récurrents sont constitués principalement de la reprise de provisions sur des litiges anciens, dont les risques ont été réestimés, et une charge liée à la dissolution du fonds de pension en Irlande.

Les coûts nets des départs transactionnels en France et à l'étranger représentent 7,7 millions d'euros. Ils incluent la reprise de provisions non utilisées sur des plans de restructuration anciens.

Les frais financiers nets et la charge d'impôts s'élèvent respectivement à 2,5 et 3,0 millions d'euros. Les frais financiers incluent un coût financier de 2,5 millions d'euros sur le régime de retraite à prestation définie de Bull GmbH. Le résultat financier net provenant des opérations est à l'équilibre, à comparer au 1,1 million d'euros au premier semestre 2008.

Le résultat net du Groupe s'établit ainsi en profit à 2 millions d'euros.

Le détail des différents postes figure dans l'annexe résumée aux comptes consolidés.

Situation de trésorerie

Trésorerie brute

(en millions d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008	31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234,4	257,3	288,9
Comptes de garantie et placements de garantie	43,3	26,5	55,2
Total Trésorerie	277,7	283,8	344,1

La trésorerie disponible (« Trésorerie et équivalents de trésorerie ») est constituée principalement de placements en OPCVM monétaires et de certificats de dépôts d'une durée maximum de 3 mois.

Les comptes de garantie et placements de garantie sont constitués, d'une part des comptes de garantie liés au programme de cession de créances, d'autre part des dépôts requis par les banques garantissant certaines opérations commerciales. Ils représentent une part non immédiatement disponible de la trésorerie.

Tableau de financement

(en millions d'euros)	Premier semestre			Année 2008
	2009	2009 retraité*	2008r	
EBIT	13.7	13.7	14.5	30.1
Amortissements	7.0	7.0	6.6	13.4
Investissements (opérationnels)	(7.0)	(7.0)	(7,6)	(14.4)
Variation du besoin en fonds de roulement*	(42.6)	(22.6)	(15,5)	5.4
Frais financiers	(2.5)	(2.5)	(1,4)	(3.5)
Impôts	(3.0)	(3.0)	(1.6)	(3.5)
Flux courant hors cession créances Bull SAS	-	(14.5)	-	-
Impact cession créances Bull SAS	-	(20)	-	-
(A) Total flux provenant des opérations courantes	(34.5)	(34.5)	(5.0)	27.5
(B) Flux non récurrents	(17.5)	(17.5)	(16,5)	(16.2)
(C) cession créances Bull SAS 31/12/08	-	-	-	98.5
Flux total de trésorerie (A) + (B) + (C)	(52.0)	(52.0)	(21,5)	109.8
Augmentation (diminution) de la dette	(14.4)	(14.4)	(26,9)	(98.0)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie brute	(66.4)	(66.4)	(48,4)	11.8

* flux des opérations courantes du 1^{er} semestre 2009 retraité en annulant l'impact des cessions de créances sans recours de Bull SAS, permettant la comparaison avec le flux du 1^{er} semestre 2008.

Au premier semestre 2009, le Groupe a consommé 52 millions d'euros de trésorerie nette, les opérations courantes consommant quant à elles 34.5 millions d'euros, dont 20 millions liés à la mise en place du nouveau contrat d'affacturation de Bull SAS fin décembre 2008. Cet écart de 20 millions ne résulte que de décalages temporels entre la facturation et les encaissements, décalages qui se compensent d'un semestre à l'autre. .

Ce contrat donne lieu à des cessions de créances sans recours, qui remplissent les critères de l'IAS 39 justifiant leur décomptabilisation: ces créances clients, et le financement correspondant, ne figurent pas au bilan. Le flux d'encaissements est celui généré par le financement de l'affactureur, qui intervient au moment où les créances sont cédées, c'est-à-dire à la facturation. Les encaissements clients correspondant aux créances cédées constituent un flux au profit de l'affactureur.

Les encaissements clients de Bull SAS au cours du premier semestre 2009 ont été sensiblement plus élevés que la facturation sur la même période. Si Bull SAS n'avait pas mis en place ce nouveau contrat sans recours, le flux provenant des opérations courantes aurait été supérieur de 20 millions à celui comptabilisé sur la base du nouveau contrat. Le flux provenant des

opérations courantes, comparable à celui du premier semestre 2008, est donc une consommation de 14.5 millions (5 millions au premier semestre 2008).

Le flux résultant de la cession sans recours du 31 décembre 2008 est mentionné sur une ligne à part, identifiant une opération ponctuelle de décomptabilisation de créances clients.

Les flux de trésorerie non récurrents sont constitués principalement des compléments de prix des sociétés CSB Consulting, Siconet, et AMG.net pour 4.5 millions d'euros, et de 11.1 millions de dépenses liées aux départs transactionnels.

Les différences principales avec le tableau de la page 23 correspondent :

a/ aux frais de restructuration (11,1 millions d'euros), traités comme des éléments non récurrents dans le tableau ci-dessus, alors qu'ils figurent dans les flux de trésorerie générés/requis par l'activité du tableau de la page 23.

b/ aux investissements opérationnels (7,0 millions d'euros) inclus ici dans les opérations courantes alors qu'isolés dans le tableau de la page 23.

c/ à la variation des comptes de garantie (11,9 millions d'euros – voir tableau de la trésorerie brute ci-dessus) sans impact au niveau de la variation de la trésorerie brute présentée ci-dessus mais considérée comme flux de trésorerie générés/requis par l'activité dans le tableau de la page 23.

d/ aux frais financiers opérationnels (2,5 millions d'euros) considérés dans les flux de trésorerie générés/requis par les financements dans le tableau de la page 23.

e/ à une conversion en euros des flux en devise étrangère faite en utilisant un taux moyen sur l'année dans le tableau de la page 23 ainsi que d'autres ajustements représentant 0,9 million d'euros sur l'ensemble des flux de trésorerie générés/requis par l'activité dans le tableau de la page 23. Ce montant correspond, pour ce qui concerne les effets de change, à la partie des 1,5 million d'euros d' « Effets des variations de taux de change » dans le tableau de la page 23.

Trésorerie nette

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Total Trésorerie brute	277,7	283,8	344,1
Financement cession de créances	(10,1)	(88,1)	(21,1)
Financement de créances locatives	(6,1)	(9,5)	(6,2)
Emprunts bancaires	(3,9)	(8,0)	(7,1)
Emprunts obligataires	(7,2)	(7,1)	(7,2)
Total Endettement	(27,3)	(112,7)	(41,7)
Trésorerie nette	250,4	171,1	302,4

A fin juin 2009, le Groupe Bull présente une trésorerie nette de 250,4 millions d'euros à comparer à 302,4 millions d'euros à fin 2008.

L'endettement financier du Groupe est essentiellement composé d'un programme de cession de créances commerciales en France et de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériels en France et à l'étranger. Il s'agit donc de financements assis sur des actifs du Groupe. Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

3. Résultats de la société Bull pour le premier semestre 2009 et dividendes reçus

Bull, société mère du Groupe, a réalisé un profit net de 10,8 millions d'euros pour le premier semestre 2009 par rapport à un profit net de 2,1 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente.

Au premier semestre 2009, ce résultat provient pour :

<i>(En millions d'euros)</i>	
Dividendes reçus de Bull Data Systems Inc	78,8
Impact des résultats des filiales de Bull sur le résultat de la société mère	(75,9)
Résultat net des produits et charges financiers	5,0
Ecart de change	4,6
Autres produits et charges	(1,7)
Total	10,8

Les capitaux propres de Bull, après le profit du premier semestre 2009, s'élèvent à 83,1 millions d'euros, ils étaient de 72,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. Bull n'a pas distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices et n'escompte pas en distribuer dans un futur proche, afin de privilégier le financement de sa croissance.

Les résultats des principales filiales de Bull pour le premier semestre 2009 sont résumés ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Réserves	Chiffre d'affaires	Résultat net 1^{er} sem 2009	Quote-part du capital détenue %	Valeurs d'inventaire des titres détenus
Bull SAS consolidé	36	19	351	3	100	60
Bull International S.A.S consolidé	10	38	239	2	100	49
Bull Data Systems, Inc. consolidé	-	2	16	1	100	3

4. Actionnariat et opérations sur actions Bull

Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Le 13 mai 2009, l'assemblée générale mixte des actionnaires a consenti au conseil d'administration le renouvellement, pour une durée de 18 mois, de l'autorisation consentie par l'assemblée générale du 14 mai 2008, pour opérer sur les propres titres de la Société. Le descriptif du programme de rachat, désignant comme seul objectif la mise en place d'un contrat de liquidité afin d'améliorer le marché du titre Bull, a été publié, conformément à la réglementation, aux Echos des Yvelines le 15 septembre 2006 lors de l'annonce de la mise en œuvre du contrat de liquidité.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Oddo Corporate Finance.

Capital autorisé non émis

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 14 mai 2008 a autorisé les délégations de compétence suivantes au conseil d'administration s'agissant d'augmentations de capital :

- Pour une durée de 26 mois, émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès à des actions avec maintien du droit préférentiel de souscription n'excédant pas 5 millions d'euros en valeur nominale,
- Pour une durée de 26 mois, émission d'actions, de titres ou valeurs mobilières diverses dans la limite de 10% du capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société.

L'assemblée générale du 13 mai 2009 a confirmé la limitation du montant global de ces délégations à 5 millions d'euros en nominal.

Il n'a pas été fait usage de ces autorisations au 30 juin 2009.

L'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2008 a également approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 18 mois, d'émettre, dans la limite de 15% du capital social sans pouvoir dépasser 10% par périodes de 12 mois, au profit de la Société Générale des bons d'émission d'actions qui obligeront leur titulaire à souscrire des actions ordinaires de Bull.

Constatant la dégradation tout au long de 2008 des conditions du marché boursier, et notamment la valorisation de la société et la liquidité du titre, le conseil d'administration a décidé de ne pas mettre en œuvre le programme et par conséquent il n'a pas été fait usage de cette autorisation. Son renouvellement n'a pas été proposé à l'assemblée générale de 2009; cette autorisation expirera au 14 décembre 2009.

L'assemblée générale des actionnaires du 13 mai 2009 a approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 18 mois, d'émettre des actions et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société par une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise, ceci dans la limite de 2% du capital social.

Cette autorisation n'a pas été mise en œuvre.

L'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2008 a approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 38 mois, de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du groupe, et ceci dans la limite de 3% du capital social.

Faisant usage de cette autorisation, le conseil d'administration du 12 février 2009 a décidé d'attribuer à Didier Lamouche 200 000 nouvelles options de souscription d'actions dans le cadre du plan 2009 au prix de 1,38 euro par action nouvelle.

L'assemblée générale des actionnaires du 14 mai 2008 a approuvé une résolution autorisant le conseil d'administration, pour une période de 38 mois, de procéder à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la Société au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du groupe, et ceci dans la limite de 1% du capital social.

Faisant usage de cette autorisation, le conseil d'administration du 29 juillet 2008 a attribué gratuitement 294 000 actions de 0,10 euros de valeur nominale chacune, représentant environ 0,3% du capital social. Les actions attribuées ont été prélevées sur la réserve d'actions auto-détenues par la Société et par conséquent ne créent pas de dilution supplémentaire. Ces 294 000 titres sont isolés dans un compte titres ouvert à cet effet dans les livres de la Société Générale qui gère le registre des titres de la Société.

5. Risques et facteurs de risques

Risque de change et taux d'intérêts

Le Groupe Bull est soumis à des risques de change issus de ses transactions en devises, ainsi que du poids économique de ses filiales. La gestion des positions est assurée de manière centralisée et exclusive par les équipes spécialisées de la direction financière du Groupe sur la base de règles écrites excluant toute opération spéculative. L'analyse de ces risques et la politique de couverture sont détaillées dans la note 20 du présent rapport semestriel.

Risque pays

Le Groupe considère qu'il n'y a pas de risque significatif du fait du faible volume d'activité réalisé dans des pays présentant une instabilité économique ou politique forte.

Les risques qui pourraient affecter notre activité

Pour ses produits serveurs, Bull est dépendant de diverses coopérations technologiques avec des partenaires. L'évolution du métier de Bull dans un marché de composants matériels et logiciels standards et ouverts, l'amène à nouer des partenariats afin de permettre le développement et la mise au point de ses propres produits.

Bull est donc dépendant, comme ses concurrents, d'un environnement comprenant des éditeurs de logiciel, des fournisseurs de matériel et des groupes de travail. Cependant, dans un monde de systèmes ouverts, la banalisation des plates-formes réduit ce risque en offrant très souvent des alternatives.

L'entreprise dépend souvent d'une seule source d'approvisionnement pour certains produits. Cependant, Bull maîtrise ce risque grâce à sa faculté à anticiper ses besoins et à travailler très en amont avec ses fournisseurs. Son système de prévisions s'intègre bien dans le process de ses fournisseurs. De plus, Bull s'appuie sur des fournisseurs fiables et pérennes, et dont la capacité à satisfaire la demande est reconnue.

Les relations commerciales entre la société et ses clients ne présentent pas de lien de dépendance mettant la société à risque. Les contrats passés répondent aux critères usuels de la profession.

Risque de liquidité

La dette financière à court terme est essentiellement liée au programme de cession de créances en vigueur. A fin juin 2009, le montant des créances cédées et non déconsolidées est de 15,8 millions d'euros.

Au 30 juin 2009, la trésorerie brute s'élève à 277,7 millions d'euros. La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Risque action

Au 30 juin 2009, l'exposition du Groupe Bull au risque actions, dans les comptes sociaux, concerne essentiellement les 648 813 actions Bull détenues en autocontrôle. Ces actions ont été valorisées au cours de clôture du 30 juin 2009, soit 1,2 million d'euros. A titre d'exemple, une variation négative de 10% du cours de l'action Bull par rapport au cours du 30 juin 2009 aurait donc un impact négatif de l'ordre de 120 000 euros sur les comptes sociaux de Bull.

Au niveau des comptes consolidés de Bull, les titres d'autocontrôle sont en diminution des capitaux propres.

Dans ce contexte, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place une politique d'encadrement du risque action.

Risque juridique

Bull veille au respect de toutes les dispositions légales et réglementaires applicables dans son secteur d'activité et dans ses relations tant internes qu'externes. Il n'est soumis à aucune réglementation spécifique pour l'exercice de son activité, ni à des dispositions fiscales particulières qui pourraient avoir une incidence sur sa situation financière.

Les principaux risques juridiques de Bull sont liés à ses activités de concepteur, fabricant et distributeur de matériel informatique, ainsi que de prestataire de services informatiques. Le service juridique veille à ce que les relations contractuelles avec les tiers, qu'ils soient clients ou fournisseurs, soient raisonnablement encadrées. De manière générale, Bull peut être exposé à des litiges en matière de propriété industrielle, de responsabilité civile produits ou prestations de services, ainsi qu'en matière de distribution et/ou de commercialisation de produits. De façon exceptionnelle et malgré le soin et les garanties dont le groupe s'entoure, les opérations d'investissements ou de désinvestissements peuvent conduire à des contentieux qui ne sont pas particulièrement liés à l'activité intrinsèque de Bull, mais à toute entreprise cherchant à évoluer.

Dans la gestion courante des affaires, certaines sociétés du Groupe sont parties prenantes dans des procédures judiciaires, la plupart commerciales. Il n'existait au 30 juin 2009 aucun litige devant des tribunaux ou en arbitrage ou fait exceptionnel susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe, qui n'ait pas été pris en compte dans les écritures comptables.

Les différentes réclamations reçues à titre pré-contentieux ou contentieux ont fait soigneusement l'objet d'une analyse et évaluation de risque par les juristes du Groupe. Les conséquences financières pouvant en découler sont ensuite analysées et prises en considération dans les états financiers du groupe. Ceci est corroboré par les différents cabinets d'avocats avec lesquels le Groupe travaille.

6. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif ne s'est produit postérieurement à la clôture semestrielle 2009.

7. Evolutions récentes et perspectives

Compte tenu de la performance enregistrée au premier semestre, le Groupe relève son objectif d'EBIT (Earnings Before Interest and Taxes) pour l'exercice 2009 d'au moins 20 millions à plus de 25 millions d'euros.

Les facteurs clés permettant d'atteindre ces objectifs seront l'amélioration de la marge des Services et la croissance des ventes de produits intégrés tels que le Calcul Haute Performance ou le stockage.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société Bull

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BULL, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 2 de l'annexe, de forte volatilité des marchés financiers, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose la première application de la norme IFRS 8, segments opérationnels.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Deloitte & Associés

Membre français de Grant Thornton International

Vincent PAPAZIAN

Albert AIDAN

Etats financiers et notes annexes premier semestre 2009

GROUPE BULL
Bilan consolidé au 30 juin 2009 et 2008, et au 31 décembre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 30 juin 2009	Au 30 juin 2008 r	Au 31 déc. 2008
A C T I F				
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(4)	5,1	3,0	6,2
Immobilisations corporelles	(5)	39,8	39,0	39,1
Goodwills	(6)	57,8	43,4	57,4
Actifs financiers non courants	(7)	13,4	13,8	13,4
Impôts différés - actif	(24)	16,5	28,0	16,5
Total actifs non courants		132,6	127,2	132,6
Actifs courants				
Stocks et en-cours	(8)	51,3	52,2	48,9
Créances clients	(9)	142,0	238,8	157,2
Autres actifs courants	(10)	75,3	70,9	88,4
Placements en garantie		10,7	3,8	9,9
Trésorerie et équivalent trésorerie		234,4	257,3	288,9
Total actifs courants		513,7	623,0	593,3
Actifs non courants détenus en vue de la vente	(11)	-	-	1,1
TOTAL DE L'ACTIF		646,3	750,2	727,0
<i>(en millions d'euros)</i>				
P A S S I F				
Capitaux propres				
Capital	(12)	9,7	9,7	9,7
Réserves liées au capital	(13)	268,7	267,3	268,1
Réserves de conversion		(7,4)	(17,6)	(4,2)
Réserves de réévaluation		2,1	2,3	1,8
Résultat accumulé non distribué		(177,8)	(180,7)	(179,8)
Capitaux propres		95,3	81,0	95,6
- dont capitaux propres - part du groupe		95,2	81,0	95,5
- dont intérêts minoritaires	(14)	0,1	-	0,1
Emprunts et passifs financiers non courants	(15)	10,4	11,3	10,0
Provision pour clause de retour à meilleure fortune	(16)	19,4	26,7	19,4
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		95,0	95,3	95,0
Provisions	(17)	23,0	26,1	25,3
Impôts différés - passif	(24)	0,8	-	0,9
Total passifs non courants hors capitaux propres		148,6	159,4	150,6
Passifs courants				
Dettes fournisseurs		159,7	177,8	204,7
Clients : avances et acomptes reçus		5,3	6,8	12,8
Impôts à payer sur les bénéfices		8,0	7,5	6,0
Provision pour avantages postérieurs à l'emploi		7,6	8,2	7,6
Produits perçus d'avance		0,8	0,8	0,6
Provisions	(18)	53,8	60,7	58,9
Autres passifs courants	(18)	150,4	146,7	156,3
Emprunts et passifs financiers courants	(19)	16,8	101,3	31,7
Total passifs courants		402,4	509,8	478,6
Passifs non courants détenus en vue de la vente	(11)	-	-	2,2
TOTAL DU PASSIF		646,3	750,2	727,0

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

r = retraité d'une modification de présentation comptable, portant sur le crédit d'impôt recherche.

GROUPE BULL

Compte de résultat consolidé pour les premiers semestres 2009 et 2008, et pour l'année 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008	Année 2008
Activités ordinaires				
Hardware and Systems Solutions		180,6	156,0	338,1
Fulfillment & Third Party Products		41,5	54,6	102,7
Maintenance & Product Related Services (PRS)		95,5	100,0	197,8
Services & Solutions		241,0	240,0	494,2
Produits des activités ordinaires		558,6	550,6	1 132,8
Coûts des produits et services vendus		(436,5)	(426,6)	(877,9)
Marge brute		122,1	124,0	254,9
Frais de Recherche et développement		(8,9)	(11,7)	(23,0)
Frais commerciaux		(62,5)	(63,7)	(126,2)
Frais administratifs		(36,8)	(33,6)	(73,8)
Résultat de change sur flux opérationnels		(0,2)	(0,5)	(1,8)
Résultat avant impôts, autres produits et charges				
Autres produits opérationnels	(22)	3,4	0,4	16,3
Autres charges opérationnelles	(22)	(8,4)	(6,9)	(25,5)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(23)	0,1	0,2	-
Résultat opérationnel		8,8	8,2	20,9
Résultat de change sur flux financiers		(1,3)	(0,4)	(4,0)
Charges de financement		(4,9)	(6,5)	(13,7)
Produits de financement		2,4	5,1	10,2
Résultat avant impôts et CMRF		5,0	6,4	13,4
Impôts sur les bénéfices	(24)	(3,1)	(1,7)	(3,5)
Impôts différés	(24)	0,1	-	(11,5)
Provision pour clause de retour à meilleure fortune	(16)	-	-	7,3
Résultat net		2,0	4,7	5,7
Dont:				
- Part du groupe		2,0	4,7	5,6
- Part minoritaire		-	-	0,1
<hr/>				
Résultat de base par action		0,02	0,05	0,06
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)		96 786,7	96 786,7	96 786,4
Résultat dilué par action		0,02	0,05	0,06
Nombre potentiel d'actions (en milliers)		96 992,5	96 792,5	96 792,5

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

r = retraité des deux modifications de présentation comptable, portant sur le crédit d'impôt recherche et les pertes et gains de change

GROUPE BULL

Résultat global consolidé pour les premiers semestres 2009 et 2008, et pour l'année 2008

(en millions d'euros)

	Premier semestre 2009	Premier semestre 2008	Année 2008
Résultat net de la période	2,0	4,7	5,7
Ecart de conversion	(3,2)	(1,4)	12,0
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0,3	0,1	(0,4)
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	(2,9)	(1,3)	11,6
Résultat global consolidé	(0,9)	3,4	17,3
Attribuable :			
- au Groupe	(0,9)	3,4	17,2
- aux minoritaires	-	-	0,1

Tableau de variation des capitaux propres consolidés pour les premiers semestres 2008 et 2009

(en millions d'euros)

	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves de conversion	Autres réserves	Résultat accumulé non	Sous-total	Minoritaires	TOTAL
Solde au 01 janvier 2008	9,7	266,5	(16,2)	2,2	(185,4)	76,8	-	76,8
Réserves de conversion	-	-	(1,4)	-	-	(1,4)	-	(1,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,1	-	0,1	-	0,1
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(1,4)	0,1	-	(1,3)	-	(1,3)
Résultat net de la période	-	-	-	-	4,7	4,7	-	4,7
Total des profits / (pertes) nets de la période	-	-	(1,4)	0,1	4,7	3,4	-	3,4
Paiement sous forme d'actions – stock-options	-	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Transactions avec les actionnaires	-	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Solde au 30 juin 2008	9,7	267,3	(17,6)	2,3	(180,7)	81,0	-	81,0
Solde au 01 janvier 2009	9,7	268,1	(4,2)	1,8	(179,9)	95,5	0,1	95,6
Réserves de conversion	-	-	(3,2)	-	-	(3,2)	-	(3,2)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,3	-	0,3	-	0,3
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(3,2)	0,3	-	(2,9)	-	(2,9)
Résultat net de la période	-	-	-	-	2,0	2,0	-	2,0
Total des profits / (pertes) nets de la période	-	-	(3,2)	0,3	2,0	(0,9)	-	(0,9)
Actions d'autocontrôle	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
Paiement sous forme d'actions – stock-options	-	0,4	-	-	-	0,4	-	0,4
Transactions avec les actionnaires	-	0,6	-	-	-	0,6	-	0,6
Solde au 30 juin 2009	9,7	268,7	(7,4)	2,1	(177,9)	95,2	0,1	95,3

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

GROUPE BULL
Tableau de flux de trésorerie à fin juin 2008 et 2009, et à fin décembre 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	au 30 juin 2009	au 30 juin 2008	au 31 déc. 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie début d'exercice	288,9	288,0	288,0
Résultat net part du groupe	2,0	4,7	5,6
Intérêts minoritaires (Participation non contrôlante)	-	-	0,1
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à			
. Amortissements	6,9	6,9	13,8
. Provisions pour perte de valeur d'actifs corporels	-	-	(0,3)
. Dépréciation goodwill	-	-	2,5
. Provisions	(9,2)	(7,0)	(8,8)
. Provision pour retour à meilleure fortune	-	-	(7,3)
. Coûts et produits de financement	2,5	1,4	3,4
. Impôts différés	(0,1)	-	12,4
. Charge d'impôts courants	3,0	(1,0)	3,5
. Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés	(1,4)	(4,2)	(7,9)
. Encaissement au titre du crédit impôts-recherche	15,8	2,5	2,5
. Charge de rémunération des plans de stocks-options	0,4	0,9	1,5
. (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations	0,2	0,1	(24,3)
. Quote-part des résultats des entreprises associées	(0,2)	(0,2)	-
. (Augmentation) / Diminution des placements en garantie	(0,8)	0,7	(5,4)
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité :			
. Clients et avances clients	8,9	12,9	99,4
. Autres actifs courants	1,1	(3,6)	(32,5)
. Stocks et en-cours	(2,1)	1,3	4,5
. Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs	(41,2)	(19,1)	1,6
. Autres passifs courants	(11,3)	3,4	31,5
Flux de trésorerie générés / (requis) par l'activité	(25,5)	(0,3)	95,8
Acquisitions d'autres immobilisations corporelles et incorporelles	(6,8)	(7,4)	(14,0)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,6	0,2	16,7
Variation nette des autres actifs financiers	0,3	14,0	13,9
Incidence des variations de périmètre	(4,5)	(6,4)	(20,5)
Flux de trésorerie générés / (requis) par les investissements	(10,4)	0,4	(3,9)
Actions auto-détenues	0,2	(0,1)	-
Variation nettes des dettes à long et moyen terme	0,3	(0,8)	(1,8)
Variation nette des emprunts à court terme	(15,1)	(25,9)	(95,1)
Coûts et produits de financement (*)	(2,5)	(1,4)	(3,4)
Flux de trésorerie générés / (requis) par les financements	(17,1)	(28,2)	(100,3)
Effets des variations de taux de change	(1,5)	(2,6)	9,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	234,4	257,3	288,9
(*) dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts	1,5	2,9	5,6

Les flux de chaque rubrique de transactions en devises sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros en utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reportée dans la ligne "Effet des variations de taux de change" qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Notes aux états financiers semestriels consolidés résumés

1 - ORGANISATION

Les comptes consolidés du Groupe Bull comprennent les comptes de Bull, de Bull SAS, de Bull International SAS, et de Bull Data Systems Inc., ainsi que ceux de leurs filiales.

Sur la base des informations disponibles au 30 juin 2009, le capital de Bull est détenu à hauteur de 10,1% par France Telecom, de 3% par NEC, de 2,1% par Debeka, et de 84,1 % par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. Bull détient par ailleurs 0,7 % d'actions en autocontrôle.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme, le siège social se situe en France, rue Jean Jaurès, 78340 Les Clayes-sous-Bois. Cette société est cotée en Bourse sur Euronext Paris. Les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 29 juillet 2009.

2 - PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Principes comptables

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe Bull fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2009 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IAS 1, Présentation des états financiers,
- IAS 23, Amendement de la norme IAS 23, coûts d'emprunts,
- IAS 32 et IAS 1, Instruments financiers avec clause de put et obligations liées à une liquidation,
- IFRS 8, Segments opérationnels,
- IFRS 2, Conditions d'acquisition et d'annulations,
- IFRIC 13, Programmes de fidélisation clients,
- IFRIC 14, Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction.

A la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes applicables par anticipation et les interprétations suivantes étaient émises :

- IFRS 1, Première adoption des IFRS,
- IFRS 3, Regroupement d'entreprises,
- IFRS 7, Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers,
- IAS 27, Consolidation,
- IAS 39, Eléments pouvant être sélectionnés pour une couverture financière,
- IFRIC 9 et IAS 39, Dérivés incorporés,
- IFRIC 12, Accords de concession de services,
- IFRIC 15, Accords pour la construction immobilière,
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une opération étrangère,
- IFRIC 17, Distribution d'actifs autres que de la trésorerie aux investisseurs,
- IFRIC 18, Transfert d'actifs en provenance des clients.

Le Groupe Bull mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Les comptes ont été établis dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, ce qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Recours à des estimations

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes consolidés résumés semestriels. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et en-cours, aux participations, à la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (cf. note 24) à la clause de retour à meilleure fortune à verser à l'Etat français (cf. note 16), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels diffèrent de ces estimations et aient une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

Saisonnalité

Sur les quatre dernières années, le chiffre d'affaires de chaque semestre était relativement équilibré. A l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les charges opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

3 - VARIATION DE PERIMETRE AU PREMIER SEMESTRE 2009

La seule variation de périmètre constatée lors du premier semestre 2009 concerne la cession de la société SERRIB, société française située à Belfort. Comme annoncé dans le document de référence 2008 cette cession est intervenue le 29 janvier 2009 pour un prix de 0,2 million d'euros, se traduisant par une perte de 0,6 million d'euros pour le Groupe. Cette perte avait été enregistrée au 31 décembre 2008 par la constatation d'une dépréciation des actifs non courants détenus en vue de la vente.

Concernant l'impact de la cession de SERRIB sur les comptes du Groupe, elle peut se résumer ainsi sur la base des comptes 2008 :

- Chiffre d'affaires : 4,2 millions d'euros
- Résultat opérationnel : perte de 1,0 million d'euros.

4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur en début d'exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Ecart de change	Valeur au 30 juin 2009
2009					
Frais de développement capitalisés	6,9	-	(1,3)	-	5,6
Autres immobilisations incorporelles	9,8	-	-	(0,1)	9,7
Amortissements et dépréciations	(10,5)	(1,1)	1,3	0,1	(10,2)
Total	6,2	(1,1)	-	-	5,1

5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur en début d'exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises Transferts	Ecarts de change	Valeur au 30 juin 2009
2009					
Terrains, constructions, matériel et outillage	198,3	6,7	(7,7)	1,7	199,0
Matériel de location	2,5	-	(0,2)	0,1	2,4
Amortissements et dépréciations	(161,7)	(5,8)	7,2	(1,3)	(161,6)
Total	39,1	0,9	(0,7)	0,5	39,8

6 - GOODWILLS

Les « Goodwills » par entité s'analysent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		31 déc.
	2009	2008	2008
Bull HN Information Systems Inc. (Etats-Unis)	1,1	2,2	1,1
Réseau International	6,1	6,1	6,1
Bull SAS (France)	1,4	1,4	1,4
HRBC (France)	-	1,6	-
AMG Net (Pologne)	7,1	7,1	7,1
Agarik (France)	5,4	5,4	5,4
Serviware (France)	3,4	3,0	3,0
Siconet (Espagne)	12,2	12,2	12,2
CSB (Luxembourg)	4,4	4,4	4,4
Sirus (France)	1,8	-	1,8
Science + computing (Allemagne)	14,9	-	14,9
Total	57,8	43,4	57,4

Conformément à la norme IFRS 3, tout nouveau goodwill est déterminé de façon provisoire, compte tenu de l'existence de clauses conditionnelles d'ajustement de prix, et au mieux de la probabilité de réalisation de ces clauses d'ajustement. Ces valeurs provisoires sont réajustées, s'il y a lieu, soit dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition lorsqu'elles portent sur l'évaluation de l'actif net de la société acquise, soit au moment de la détermination du montant définitif à régler aux anciens détenteurs de la société, compte tenu de l'application des clauses conditionnelles d'ajustement de prix.

Lors du premier semestre 2009, le goodwill sur la société Serviware a été augmenté de 0,4 million d'euros suite à la révision du prix d'acquisition en fonction des résultats opérationnels réalisés par cette société en 2008.

Comme prescrit par la norme IAS 36, les goodwills font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Les acquisitions récentes constituent chacune une unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill est alloué. Ces tests sont basés sur les prévisions à moyen terme de chacune des sociétés. Il est nécessaire de cumuler un historique d'un an pour fiabiliser les paramètres de ces prévisions.

A la fin du premier semestre 2009, la valeur des goodwills nets n'a pas nécessité de dotation au titre de dépréciation.

7 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur	Acquisition	Cessions	Ajustements	Autres	Valeur
	en début			de valeur	mouvements	au 30 juin
	d'exercice					2009
Actifs financiers disponibles à la vente	2,9	-	-	0,3	-	3,2
Prêts et avances	6,6	-	-	-	-	6,6
Participation dans les entreprises associées	3,5	-	-	-	0,1	3,6
Paiements d'avance sur fonds de pension	0,4	-	-	-	(0,4)	0,0
Total	13,4	-	-	0,3	(0,3)	13,4

Actifs financiers disponibles à la vente : les actifs financiers disponibles à la vente comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Keynectis (14,3%) évalués pour 0,7 million d'euros, Safelayer (15%) valorisé pour 0,5 million d'euros, Sun Microsystems pour 0,1 million d'euros et Symantec pour 1,9 millions d'euros.

Prêts et avances : ils concernent pour l'essentiel des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

Participations dans les entreprises associées : au 30 juin 2009, comme à fin décembre 2008, ce poste comprend pour l'essentiel les participations dans les sociétés françaises Bull Finance (48,6%) pour 2,5 millions d'euros et Séres (34,0%) pour 1,1 million d'euros.

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du Groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée "Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées".

Paiements d'avance sur fonds de pension : Suite à la dissolution du fonds de pension en Irlande, sans possibilité de récupération des actifs, la valeur de ceux-ci a été ramenée à zéro.

8 – STOCKS ET EN-COURS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Produits finis	53,1	53,4	51,1
Produits en cours, matières premières et fournitures	12,6	17,8	16,1
Pièces de rechange	18,0	21,0	19,7
Provision pour dépréciation des :			
✓ Produits finis	(11,3)	(12,1)	(11,5)
✓ Produits en cours, matières premières et fournitures	(5,4)	(9,5)	(8,9)
✓ Pièces de rechange	(15,7)	(18,4)	(17,6)
Total	51,3	52,2	48,9

9 – CREANCES CLIENTS

Contrats de location de matériel

Les contrats non résiliables de location à moyen terme comptabilisés comme des ventes pour la valeur actualisée des locations minima à recevoir correspondent à des volumes d'activité non significatifs. En général, ces contrats de location de matériel sont souscrits pour une période initiale d'un ou deux ans pendant laquelle ils ne sont pas résiliables.

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sont pris en compte selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Lorsque ces normes déterminent la comptabilisation des créances cédées, ces dernières sont comptabilisées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû.

Contrats de construction

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (milestones), qui atteste de l'avancement en termes physiques d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
• Montant des produits des contrats comptabilisés en produits	46,8	32,0	66,8
• Pour les contrats en cours à la fin de la période :			
a) Montant total des coûts encourus et des bénéfices	104,8	72,2	84,2
b) Montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	20,7	14,3	13,3
c) Montant brut dû au client pour les travaux du contrat	(2,0)	(2,9)	(4,7)
d) Avances reçues	-	-	-

Cession de créances clients

Le Groupe procède à deux types de cession de créances : cession de créances commerciales dans le cadre de contrats d'affacturage, cession de créances locatives dans le cadre de contrats de refinancement avec des établissements de crédit. Dans le premier cas, il s'agit de créances clients unitaires avec une échéance à court terme; dans le second, il s'agit de la totalité de la créance de loyers dus de manière irrévocable par un client dans le cadre d'un contrat de location à moyen terme d'équipements.

Ces cessions sont examinées de manière approfondie selon les critères de l'IAS 39, et sont ou non déconsolidées selon que l'analyse conclut à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le principal contrat concerne les créances de Bull SAS sur ses clients domiciliés en France. Un nouveau contrat a été conclu fin 2008, se traduisant par une cession sans recours pour la majeure partie des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet à Bull SAS de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours, et plus particulièrement :

- le risque de défaillance du client,
- le risque lié au retard de paiement et de taux,
- le seul risque conservé par Bull est le risque de dilution qui donne lieu à la constitution d'une réserve auprès de l'organisme d'affacturage calibrée au plus près de la dilution réelle. Ce risque résiduel a été considéré comme non significatif au regard des autres risques transférés.

Ce contrat d'affacturage prévoit un préavis de résiliation d'un an de la part de chacune des Parties. L'affactureur est tenu à ce délai de préavis sous réserve que les indicateurs suivants soient respectés, sur la base des comptes consolidés semestriels et annuels de Bull:

- (1) EBITDA égal ou supérieur à 30 millions d'euros (sur une base annuelle)
- (2) ratio (dette nette / fonds propres) inférieur ou égal à 80%.

En cas de non-respect de ces indicateurs, le délai de préavis de résiliation serait ramené à trois mois.

La société Serviware cède ses créances commerciales dans le cadre d'un contrat sans recours. Ces créances, et le passif associé, ont été déconsolidés, pour un montant de 3,8 millions d'euros. Les filiales espagnoles ont cédé des créances commerciales dans le cadre d'un contrat sans recours pour un montant de 13,1 millions d'euros.

Les cessions de créances locatives sont intervenues en France (cessions comptabilisées pour un montant de 5,2 millions d'euros à fin juin 2009 contre 5,7 millions d'euros à fin décembre 2008), en Belgique et en Grande-Bretagne.

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble de ces opérations, par nature, en indiquant la valeur comptable des actifs cédés et celle des passifs associés.

(en millions d'euros)	30 juin 2009			30 juin 2008		
	Créances		Total	Créances		Total
	Commerciales	Locatives		Commerciales	Locatives	
Cessions consolidées						
✓ créances cédées	10,1	5,7	15,8	88,1	9,5	97,6
✓ trésorerie	7,0	5,7	12,8	66,5	9,5	76,0
✓ comptes de garantie	3,0		3,0	21,6		21,6
✓ dette	10,1	5,7	15,8	88,1	9,5	97,6
Cessions						
✓ créances cédées	115,2	5,6	120,8	16,0	5,8	21,8
✓ trésorerie	86,2	5,6	91,8	14,9	5,8	20,7
✓ comptes de garantie	29,0		29,0	1,1		1,1

(en millions d'euros)	31 décembre 2008		
	Créances		Total
	Commerciales	Locatives	
Cessions consolidées			
✓ créances cédées	21,1	6,3	27,4
✓ trésorerie	12,7	6,3	19,0
✓ comptes de garantie	8,5		8,5
✓ dette	21,1	6,3	27,4
Cessions			
✓ créances cédées	130,6	7,1	137,7
✓ trésorerie	93,7	7,1	100,8
✓ compte de garantie	36,9		36,9

L'impact de la cession de créances de Bull SAS peut se résumer comme suit :

Poste concerné (en millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008	Commentaires
Clients et comptes rattachés	(93,7)	(107,1)	Déconsolidation des créances clients cédées sans recours
Compte de garantie affacturage	9,2	11,6	Dépôt de garantie contractuel
Compte courant affacturage	22,0	31,7	Créances clients cédées sans recours mais non financées
Trésorerie	72,6	84,9	Trésorerie obtenue (hors frais)
Total	10,1	21,1	
Emprunts et passifs financiers courants	10,1	21,1	Dette correspondant au montant des créances cédées avec recours
Total	10,1	21,1	

Valeur des créances clients

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Valeur brute	149,2	246,9	165,0
Dépréciation	(7,2)	(8,1)	(7,8)
Valeur nette	142,0	238,8	157,2

Par ancienneté, la valeur nette des créances, se détaille ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2009		Au 31 décembre 2008	
	Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
Créances non échues	78,6	-	94,7	-
Echues depuis moins de 30 jours	26,7	-	25,0	-
Echues entre 30 et 60 jours	12,0	-	13,0	-
Echues entre 61 et 90 jours	6,5	(0,1)	6,1	-
Echues entre 91 et 180 jours	10,4	-	11,5	(0,2)
Echues entre 181 et 360 jours	5,1	(0,2)	5,9	(0,2)
Echues depuis plus d'un an	9,9	(6,9)	8,8	(7,4)
Total	149,2	(7,2)	165,0	(7,8)

A fin juin 2009, comme à fin décembre 2008, la majorité des créances entre 181 et 360 jours correspond à des grands comptes publics et parapublics de pays africains ainsi qu'à un grand compte privé marocain. Le recouvrement de ces créances peut être long, mais ne représente pas de risque majeur.

Le délai moyen d'encaissement est de 55 jours à la fin du premier semestre 2009 contre 54 jours à la fin du premier semestre 2008.

10 - AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Créances sur financement R&D	4,4	3,9	4,1
Créances crédit impôt recherche	-	7,2	6,4
Créances fiscales	6,1	5,2	5,8
Créances liées au personnel	1,5	1,3	1,7
Dépôts et cautionnements versés	4,1	4,7	4,4
Comptes de garantie : affacturage	9,3	17,7	11,9
Compte courant : affacturage	23,2	5,0	33,4
Autres créances liées à l'exploitation	3,1	8,5	3,8
Charges constatées d'avance	23,6	17,4	16,9
Total	75,3	70,9	88,4

Le compte courant affacturage concerne principalement des créances cédées sans recours par Bull SAS mais non financées.

11 – ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Le montant de 1,1 million d'euros d'actif et de 2,2 millions d'euros de passif enregistrés à fin 2008 concernait la cession de la société SERRIB qui a été réalisée le 29 janvier 2009 (voir note 3 : Variation de périmètre au premier semestre 2009).

12 - CAPITAL

Au 30 juin 2009, le capital de Bull est constitué de 96 786 647 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2009, Bull auto-détenait 648 813 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 1,2 million d'euros.

13 - RESERVES LIEES AU CAPITAL

Fin juin 2009, le montant des réserves liées au capital est de 268,7 millions d'euros contre 268,1 millions d'euros à fin décembre 2008. Cette variation correspond pour 0,4 million d'euros aux différents plans d'options et pour 0,2 million d'euros aux actions d'autocontrôle détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

14 - INTERETS MINORITAIRES

Pour l'essentiel, ils sont constitués d'une participation minoritaire de 8% prise par la société NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian suite à une opération d'augmentation de capital.

15 - EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
REPARTITION PAR NATURE			
Emprunts obligataires - Océanes	0,2	0,2	0,2
Emprunt obligataire - NEC	7,0	7,0	7,0
Financement sur créances locatives	1,6	2,4	1,3
Autres emprunts bancaires	1,6	1,7	1,5
Total	10,4	11,3	10,0
REPARTITION PAR DEVICES			
Euro	8,2	8,9	8,3
Livre sterling	2,2	2,4	1,7
Total	10,4	11,3	10,0

Emprunts obligataires – Océanes

Au 30 juin 2009, le solde des Océanes non converties s'élève à 58 629 titres. Ces obligations remboursables le 1^{er} janvier 2033, représentent la part non convertie des 11 495 396 titres émis en mai 2000 et non apportés à l'offre publique d'échange intervenue en juin - juillet 2004 et complétée en mars 2005. Ces 58 629 obligations convertibles donneraient droit, à la conversion, à 5 862 actions de 0,10 euro de nominal.

Emprunts obligataires – NEC

Le 31 janvier 2006, NEC Corporation a souscrit à un emprunt obligataire convertible en actions, de 6 998 420 euros émis par Evidian (valeur nominale par obligation : 1 euro). Cet emprunt donne droit lors de la conversion à 15 415 020 actions de Evidian au prix de 0,454 euro par action. Les obligations portent intérêt au taux du marché (Euribor à un an plus 75 points de base).

Les obligations seront remboursables en totalité au 31 janvier 2011. Evidian conserve la faculté de rembourser les obligations en une seule fois à tout moment à sa convenance.

16 - PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE

Le 20 février 2004, l'Etat français a notifié à la Commission Européenne un projet d'aide à la restructuration à Bull, assortie d'une clause de retour à meilleure fortune (CRMF). Après l'autorisation de la Commission le 1^{er} décembre 2004, l'Etat a versé une aide de 517 millions d'euros le 14 janvier 2005. Les conditions d'application de la CRMF sont les suivantes :

Bull s'engage à verser à l'Etat, pendant une période de huit exercices commençant le premier janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2012, sur la base des comptes arrêtés au titre de ces exercices, une somme égale à 23,5% de la fraction excédant 10 millions d'euros du résultat courant consolidé avant impôts de l'exercice de Bull (RCAI) tel qu'il ressortira chaque année. Ce versement, qui doit intervenir chaque année après l'approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la société, est applicable sous les conditions cumulatives suivantes :

- 1) le RCAI de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 2) le flux de trésorerie généré par les opérations de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 3) les capitaux propres consolidés de Bull, après application de la CRMF au cours d'un exercice, ne deviennent pas inférieurs à 10 millions d'euros.

Si, pour un exercice donné, l'un quelconque des trois critères ci-dessus n'est pas rempli, aucune somme ne sera due par Bull en application de la CRMF au titre de cet exercice.

Par ailleurs, Bull pourra à son initiative et à tout moment, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004 par l'assemblée générale annuelle de la Société, procéder au rachat anticipé de la CRMF dans des conditions définies.

De même, dans l'hypothèse où Bull ferait l'objet d'une prise de contrôle, l'Etat peut, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004, demander à Bull de procéder au rachat anticipé de la CRMF.

Les différentes estimations de remboursement de la CRMF prennent en compte certaines modalités d'application de la CRMF et sont affectées d'un taux d'actualisation intégrant les facteurs d'incertitude de l'activité.

Lors de la clôture des comptes de l'année 2008, il a été tenu compte de la révision récente du plan stratégique à trois ans (2009 à 2011) présenté au conseil d'administration du 12 février 2009, ce qui a conduit à l'actualisation du calcul de la CRMF. La provision a ainsi été réduite de 26,7 millions d'euros à 19,4 millions d'euros.

Toutefois, les critères de paiement de la CRMF ont été remplis pour la première fois en 2008 pour un montant de 4,3 millions d'euros. Le versement est réalisé à fin juillet 2009.

17 – PROVISIONS NON COURANTES

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Loyers des locaux inoccupés	1,2	1,3	1,0
Risques fiscaux	11,1	10,0	9,0
Avantages au personnel	8,5	9,6	9,7
Risques sur financements de Recherche et développement	0,9	0,9	0,9
Restructurations antérieures à 2002 (Contributions Delalande)	-	2,8	2,7
Divers	1,3	1,5	2,0
Total	23,0	26,1	25,3

18 – PROVISIONS COURANTES ET AUTRES PASSIFS COURANTS

<i>Provisions courantes (en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Restructurations antérieures à 2002	0,1	1,4	1,4
Frais de personnel et engagements assimilés	7,7	8,5	9,8
Réclamations clients	3,5	2,8	2,8
Garanties produits	5,8	6,0	6,5
Autres risques et charges relatifs aux produits et services vendus	4,6	7,1	7,9
Charges à payer et divers	32,1	34,9	30,5
Total	53,8	60,7	58,9

Les reprises de provisions comprennent 9,2 millions d'euros de provisions non utilisées au 30 juin 2009.

<i>Autres passifs courants (en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Impôts et taxes	2,5	2,4	2,6
Salaires	33,1	33,6	38,2
Autres frais de personnel	47,8	48,8	43,7
Factures à recevoir et divers	67,0	61,9	71,8
Total	150,4	146,7	156,3

19 - EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
REPARTITION PAR NATURE			
Financement de créances locatives	4,4	7,1	4,9
Programme de cessions de créances	10,1	88,1	21,1
Autres dettes bancaires	2,3	6,1	5,7
Total	16,8	101,3	31,7
REPARTITION PAR DEVISES			
Euro	14,9	100,0	30,0
Livre sterling	1,5	1,3	1,7
Autres	0,4	-	-
Total	16,8	101,3	31,7

20 - GESTION DES RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe Bull est soumis à des risques de change naissant de ses transactions en devises, ainsi que des relations financières entre les entités, essentiellement avec la société mère.

Les transactions de trésorerie sont coordonnées par la Trésorerie Groupe. Des procédures définissent les autorisations et les principes de contrôle interne nécessaires aux opérations de trésorerie.

Les transactions des filiales sont, sauf dans quelques cas exceptionnels, réalisées en devise locale ; le risque de change est donc essentiellement porté par la société mère, Bull.

Dans le but de réduire son exposition aux risques de change, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture : achats et ventes de devises au comptant ou à terme sec. Le risque de change est lié à l'existence d'une position de change commerciale et d'une position de change financière.

Risque de change lié à la position commerciale

Ce risque est appréhendé par une série de reporting sur les engagements d'achat en devises en provenance, essentiellement des services achats centraux et des achats de l'usine d'Angers.

Des contrats d'achat ou de vente au comptant ou à terme sec sont passés sur la base des engagements reportés en USD ou GBP essentiellement. Ces contrats n'étant pas rapprochés des flux physiques, les gains ou pertes sur l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture de change sont ainsi enregistrés systématiquement en compte de résultat.

Risque de change lié à la position financière

Il concerne les entités qui portent des prêts, des emprunts et des instruments financiers libellés dans une devise autre que leur monnaie de fonctionnement ; il s'agit essentiellement de la société mère Bull.

Ce risque donne lieu à des contrats d'achat ou de vente de devises sur la base de transactions internes. Les gains ou pertes sur l'évaluation à la juste valeur de ces contrats sont ainsi enregistrés systématiquement en compte de résultat.

RISQUES DE CHANGE AU 30 JUIN 2009 ET AU 31 DECEMBRE 2008

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2009		Au 31 décembre 2008	
	USD	GBP	USD	GBP
Bilan :				
Exposition	(3,3)	10,0	(88,6)	8,7
Contrat de change à terme	4,2	(8,3)	88,9	(7,4)
NET	0,9	1,7	0,3	1,3

RISQUE DE TAUX D'INTERET

Les passifs financiers à taux variable sont constitués du financement résultant des programmes de cession de créances commerciales en France ; les actifs financiers à taux variables sont les placements de trésorerie quelle que soit leur forme (certificats de dépôts, OPCVM monétaires, placements en garantie).

Les actifs financiers à taux variable excèdent largement les passifs financiers à taux variable.

Les passifs financiers à taux fixe sont les financements de créances locatives, les emprunts bancaires et obligataires.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2008
Taux fixe :		
Actifs financiers	79,2	119,5
Passifs financiers	(10,2)	(13,6)
Sous total	69,0	105,9
Taux variable :		
Actifs financiers	122,4	129,9
Passifs financiers	(17,0)	(28,1)
Sous total	105,4	101,8

21 - CONCENTRATION DE RISQUE CREDIT SUR UN TIERS

A l'exception des soldes relatifs aux sociétés apparentées, aucun client ne représente plus de 10% du total clients.

22 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les "Autres produits et charges opérationnels" de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
Gains nets sur cessions d'actifs	-	-	16,2
Dépréciation goodwill	-	-	(2,7)
Coût des départs transactionnels	(7,7)	(6,6)	(21,8)
Divers	2,7	0,1	(0,9)
Total	(5,0)	(6,5)	(9,2)

Le gain net de 2,7 millions d'euros sur la ligne divers correspond pour l'essentiel :

- à 3,3 millions d'euros de reprises sur provisions relatives à des litiges anciens dont les risques ont été réévalués,
- à une charge de 0,4 million d'euros suite à la dissolution du fonds de pension en Irlande,
- à une perte de 0,2 million sur cession et destruction d'immobilisations corporelles.

23 – RESULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIEES

La quote-part des résultats des entreprises associées est un profit net de 0,1 million d'euros concernant les sociétés Bull Finance et Séres (cf. note 7 : Actifs financiers non courants).

24 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

Le Groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

Bull n'est pas placé sous le régime du bénéfice mondial et seules les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception de la société Evidian.

Les impôts sur les bénéfices s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
Impôts exigibles	3,1	1,7 (*)	3,5
Impôts sur les bénéficiaires	3,1	1,7 (*)	3,5

(*) retraité de 2,6 millions d'euros au titre du crédit d'impôt recherche de 2007, reclassé en diminution des frais de Recherche & développement.

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
Impôts différés - actif	16,5	28,0	16,5
Impôts différés - passif	(0,8)	-	(0,9)
Impôts différés - net	15,7	28,0	15,6

Impôts différés

Depuis le 30 juin 2006, et à la suite de l'actualisation du plan Horizon 2008 présenté au conseil d'administration du 18 octobre 2006 (en conséquence de l'avertissement sur les résultats publié le 13 juin 2006), le montant d'impôt différé actif a été réduit de 51,3 millions d'euros à 32 millions d'euros pour tenir compte de l'utilisation anticipée des impôts différés sur les trois prochaines années.

Cet actif d'impôts différés a été ramené à 28 millions d'euros à la fin de l'année 2006, à la suite de la cession des activités italiennes et à 16,5 millions d'euros à fin 2008, en liaison avec la réduction de la provision pour CRMF d'une part, et de la révision du plan stratégique 2011, d'autre part.

Ce montant est inchangé à fin juin 2009.

Crédit d'impôt recherche

Les crédits d'impôt recherche étaient comptabilisés en réduction de la charge d'impôts jusqu'à l'année 2008. Au début de l'année 2008 les modalités d'exercice du crédit d'impôt recherche ont fait l'objet de précisions conduisant à une meilleure fiabilité dans son application. En outre, un recensement des pratiques des grandes entreprises en France a démontré que ces crédits sont enregistrés en réduction des montants rapportés sur la ligne Recherche et développement plutôt qu'en réduction de la charge d'impôt de l'année. Bull a donc décidé de s'aligner sur la pratique généralement admise. Fin 2008, le crédit de 2,6 millions d'euros est porté sur cette même ligne.

Vérifications fiscales de Bull SA et Bull SAS

Depuis janvier 2009, des contrôles fiscaux, portant notamment sur les exercices 2006 et 2007 de Bull SAS sont en cours. Aucune notification n'avait été reçue à fin juin 2009.

25 - RESULTAT PAR ACTION

	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
Résultat net (part du Groupe)	2,0	4,7	5,6
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	96 786,65	96 786,65	96 786,65
Résultat de base par action	0,02	0,05	0,06
Nombre d'actions ordinaires et potentielles (en milliers)	96 992,51	96 792,51	96 792,51
Résultat dilué par action	0,02	0,05	0,06

26 - PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 2000 à 2008 figure dans le rapport annuel 2008 à la note 27 de l'annexe aux comptes consolidés. L'attribution 2009 est détaillée ci-après.

Le conseil d'administration du 12 février 2009 a décidé d'attribuer à Didier Lamouche 200 000 nouvelles options de souscription d'actions dans le cadre du plan 2009 au prix de 1,38 euro par action nouvelle.

L'acquisition des options ou "vesting" se fera par quart chaque année, à chaque période anniversaire de la date d'attribution, à condition d'être présent dans l'entreprise conformément aux conditions fixées dans le règlement du Plan d'Attribution. En outre, afin d'être conforme au code de gouvernance AFEP/MEDEF auquel le conseil d'administration a déclaré adhérer, des conditions de performance s'appliqueront à l'acquisition des options. Pour acquérir ses options, Didier Lamouche devra également avoir atteint, à chaque vesting, 75% des objectifs fixés par le conseil d'administration ayant servi à déterminer la rémunération variable au titre de l'exercice écoulé. Cet objectif sera mesuré annuellement par le conseil d'administration qui fixe la rémunération.

Lors de l'exercice des options, Didier Lamouche conservera en actions 30% du gain net d'acquisition qui aura été réalisé à l'exercice, et ce pendant toute la durée de ses fonctions de Président-directeur général.

Synthèse des plans d'options de souscription d'actions au 30 juin 2009 (actions de 0,10 € de nominal)						
	Plans 2000	Plan 2004	Plans 2005	Plans 2006	Plan 2008	Plan 2009
Solde des options restant à lever	101 362	1 008 622	1 267 750	165 000	1 359 000	200 000
- dont par les membres du Comité opérationnel	-	100 000	385 000	120 000	585 000	200 000
- dont par les mandataires sociaux	-	100 000	-	100 000	150 000	200 000

Plan d'attribution d'actions gratuites

Le conseil d'administration du 29 juillet 2008 a décidé l'attribution gratuite de 294 000 actions à un groupe de salariés. Le solde au 30 juin 2009 est de 243 000, la différence par rapport à l'attribution initiale s'explique par le départ de bénéficiaires qui n'avaient pas encore acquis de droits à exercer.

27 - TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES APPARENTEES

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Transactions avec NEC			
Ventes	1,1	1,5	2,1
Comptes à payer	1,6	3,2	2,9
Comptes à recevoir	0,3	0,8	0,4
Transactions avec Debeka			
Ventes	6,4	6,0	9,8
Comptes à recevoir	-	-	0,3
Transactions avec France Telecom			
Ventes	14,6	16,2	34,6
Comptes à payer	1,6	3,0	2,7
Comptes à recevoir	7,1	9,3	4,5

28 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan, reçus ou donnés à fin juin 2009, se résument ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
Engagements de bail	90,1	82,9	90,1
Avals, cautions et garanties données			
- garanties de bonne exécution	14,6	15,3	14,7
- garantie de soumission	3,2	4,6	1,4
- garantie de restitution d'acompte	1,1	2,6	2,0
- garanties taxes et douane	1,4	-	1,4
- retenues de garantie	0,5	0,2	0,5
- autres garanties	2,9	2,0	3,1
Rachat de matériel	1,0	1,0	1,0
Total	114,8	108,6	114,2

Engagements de bail

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le Groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an. Ces engagements s'élevaient à 90,1 millions d'euros au 31 décembre 2008 et s'échelonnaient ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2008
2009	15,4
2010	11,9
2011	10,7
2012	10,5
2013	9,8
2014 et au-delà	31,8
Total	90,1

Autres engagements hors bilan

Evidian a signé un partenariat avec Quest, éditeur et distributeur de logiciels d'administration d'infrastructures. Cet accord comporte pour Quest une option valable jusqu'à fin 2010 pour acquérir une licence non exclusive se rapportant à la distribution mondiale de l'offre E-SSO de Evidian.

Une convention de prêt non amortissable a été signée entre Bull et Bull GmbH, filiale de Bull en Allemagne, pour un montant de 53 millions d'euros et une durée de 5 ans. Ce contrat prévoit une résiliation anticipée dans le cas où les comptes consolidés du Groupe ne respecteraient plus les indicateurs suivants :

- EBIT positif sur 3 semestres consécutifs,
- un ratio entre la trésorerie brute et l'encours du prêt supérieur à trois, calculé à la fin de chaque semestre.

Les activités Services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.

La société n'a pas d'engagement de rachat de minoritaires en vigueur concernant ses participations.

Faits exceptionnels et litiges

- Le groupe américain Diebold, le 21 juin 2002 puis le 12 mai 2003, a informé Bull, à titre conservatoire, du litige qui oppose Diebold Services et Solymatic sur la nullité du contrat de sous-traitance pour un montant total de 14,3 millions d'euros ; si la demande de Solymatic était reconnue, la responsabilité de Bull au titre de la garantie de passif pourrait porter sur 6,1 millions d'euros. Bull considère cependant que cette demande a peu de chances d'aboutir sur la base des dernières informations à sa disposition et en conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.
- Certains anciens salariés de Bull, repris par deux sociétés à qui Bull avait vendu une partie de son activité réparation de desktops pourraient solliciter la reconnaissance de leur droit à la clause de sauvegarde en cas de licenciement par leur nouvel employeur. Bull estime que le risque de devoir appliquer cette clause aux anciens salariés de Bull qui en feraient la demande maintenant, et donc à devoir verser des indemnités, comme étant peu probable.
- Un accord transactionnel a été signé fin 2004 avec le groupe Steria mettant fin aux litiges nous opposant au titre de l'application du protocole d'accord de cession des activités Integris en Europe (hors France et Italie) et de l'exercice de la convention de garantie Europe ; cet accord éteint la convention de garantie Europe, sauf en matière fiscale et parafiscale. Au 30 juin 2009 comme au 31 décembre 2008, nous avons maintenu une provision d'un montant de 1 million d'euros au titre de nos engagements de prendre en charge, conformément à l'accord transactionnel, les coûts, dommages et intérêts relatifs au litige client ANMC (Belgique), correspondant à la franchise assurances de 1 million d'euros que pourrait supporter Bull in fine.
- Bull a été amené, dans certains pays étrangers, à prendre des positions fiscales, généralement après consultation et recommandation d'experts locaux, qui peuvent donner lieu à des contestations de la part de vérificateurs fiscaux locaux. Les positions qui s'avèrent présenter un risque selon IAS 37 font l'objet de provision pour risque. Celles qui sont considérées comme des risques éloignés ne font pas l'objet de provision pour risque mais demeurent sous surveillance.
- Un nombre élevé de litiges de nature et d'ancienneté très diverses est recensé au Brésil. Une revue périodique est effectuée avec les avocats locaux en vue d'en apprécier la légitimité et le degré de risque, conformément à la pratique systématique du Groupe.

Procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage

A ce jour, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

29 - INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe suit, d'une année à l'autre, les résultats de ses opérations seulement sur la base des activités suivantes :

Services & Solutions : ce segment inclut toutes les activités liées aux métiers des services : les prestations de conseil, d'intégration de systèmes et d'infogérance, les licences applicatives Bull et tierces, les solutions logicielles de sécurité et sectorielles. Cette présentation des activités de services et solutions permet une comparaison à celles d'autres sociétés du même secteur.

Hardware & Systems Solutions : ce segment inclut les offres produits cœur du Groupe telles les solutions intégrées à base de serveurs Bull (GCOS, Escala et Novascale), et stockage sécurisé, y compris les offres de croissance HPC (High Performance Computing / Calcul Haute Performance). Le métier de la société évolue de celui d'un constructeur vers le métier d'architecte de solutions intégrées. Cependant, ces offres ont en commun d'être le fruit d'un effort, propre ou partagé, de Recherche et développement de la part de Bull. Le chiffre d'affaires d'équipements Bull fournis dans le cadre de contrats d'intégration demeure comptabilisé dans ce segment.

Fulfillment & Third Party Products : ce segment intègre les éléments informatiques de produits tiers - hors catalogue Bull - distribués par Bull à la demande de ses clients. Cette offre non stratégique permet aux clients qui le souhaitent de garder un fournisseur unique pour l'ensemble de leurs besoins. Le fait d'isoler cette activité dans un segment dédié en facilite la compréhension.

Maintenance & Product Related Services (PRS) : ce segment intègre les activités de maintenance sur les produits Bull comme tiers.

Une activité correspond à une composante susceptible d'acquérir des produits et d'encourir des charges pour laquelle les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel pour évaluer la performance et affecter les ressources et pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

L'indicateur de résultat régulièrement utilisé par le management pour piloter l'activité est la marge brute. En effet, c'est à ce niveau que la spécificité des « business models » est la plus pertinente et que sont gérés les portefeuilles d'activités. Des organisations transversales ont la responsabilité du volume de business et de la contribution de chacun de ses segments.

En termes de coûts opérationnels, il existe des ressources dédiées à des activités spécifiques, notamment concernant les nouvelles offres, mais l'essentiel des coûts commerciaux et administratifs est géré dans la dimension géographique. Ceci permet notamment une meilleure optimisation (cas de ressources centralisées en France) ainsi qu'une plus grande fluidité et réactivité pour réallouer des compétences.

Il en va de même pour la gestion des actifs, où, au-delà du pilotage spécifique par segments des stocks, les comptes clients et les fournisseurs font l'objet de gestions centralisées et organisées par géographies.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 558,6 millions d'euros, en croissance de 1,5% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2008. Le chiffre d'affaires se décompose de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année	Variation
	2009	2008	2008	Semestre à semestre
Hardware and Systems Solutions	180,6	156,0	338,1	+15,8%
Fulfillment & 3rd Party Products	41,5	54,6	102,7	-23,9%
Maintenance & PRS	95,5	100,0	197,8	-4,6%
Services & Solutions	241,0	240,0	494,2	+0,4%
Chiffre d'affaires total	558,6	550,6	1 132,8	+1,5%

Le chiffre d'affaires de l'activité Hardware and Systems Solutions s'est élevé à 180,6 millions d'euros, en croissance de 15,8% par rapport au premier semestre 2008. La croissance des activités d'intégration de produits, en particulier celle de l'offre de Calcul Haute Performance (HPC) renforcée par la livraison et la facturation ce semestre d'un système au Forschungszentrum Jülich en Allemagne et par les acquisitions des sociétés Serwiware et science + computing qui se consolident dans ce segment, a plus que compensé la décroissance anticipée des offres matures de serveurs.

Le chiffre d'affaires de l'activité Fulfillment & Third Party Products s'établit à 41,5 millions d'euros, en décroissance de 23,9% par rapport au premier semestre 2008. Cette évolution reflète la réorientation délibérée des efforts commerciaux vers les offres Bull à plus forte valeur ajoutée.

L'activité Maintenance & PRS réalise un chiffre d'affaires de 95,5 millions d'euros sur l'ensemble du premier semestre 2009, en baisse de 4,6% par rapport au premier semestre 2008. Cette décroissance plus faible qu'au premier semestre 2008 résulte d'une presque stabilisation de cette activité en France et de la croissance des Products Related Services (PRS). Il faut toutefois noter que la fin programmée de contrats de support de serveurs propriétaires continuera de peser sur cette activité.

Dans un marché beaucoup plus difficile, l'activité Services & Solutions quant à elle poursuit sa progression avec un chiffre d'affaires de 241,0 millions d'euros, soit une croissance de 0,4% par rapport au premier semestre 2008. Le Groupe poursuit ainsi sa stratégie visant à augmenter la part des services et solutions dans le chiffre d'affaires total.

Marge brute

La marge brute s'établit à 122,1 millions d'euros et représente 21,9% du chiffre d'affaires, à comparer à 22,5% pour le premier semestre 2008.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année	Variation
	2009	2008	2008	Semestre à semestre
Hardware and Systems Solutions	51,3	52,6	108,6	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>28,4%</i>	<i>33,7%</i>	<i>32,1%</i>	<i>-5,3pt</i>
Fulfillment & 3rd Party Products	5,1	5,7	12,2	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>12,4%</i>	<i>10,5%</i>	<i>11,8%</i>	<i>+1,9pt</i>
Maintenance & PRS	28,2	29,0	58,3	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>29,5%</i>	<i>29%</i>	<i>29,5%</i>	<i>+0,5pt</i>
Services & Solutions	37,5	36,7	75,9	
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>15,6%</i>	<i>15,3%</i>	<i>15,4%</i>	<i>+0,3pt</i>
Total	122,1	124,0	254,9	
% du chiffre d'affaires	21,9%	22,5%	22,5%	-0,6pt

Le premier semestre 2009 se caractérise par :

- Une diminution de la marge brute Hardware and Systems Solutions en valeur absolue et en taux liée à l'évolution du mix produits.
- Une baisse de la marge Fulfillment & Third Party Products en valeur absolue et une amélioration du taux de marge.
- Une baisse de la marge brute Maintenance & PRS en valeur absolue liée à la baisse du chiffre d'affaires mais une amélioration du taux de marge grâce aux efforts de réduction de coûts.
- Un taux de marge Services & Solutions en progression de 0,3 point par rapport au premier semestre 2008. Le taux de marge est en progression à l'international mais est sous pression en France et dans le secteur des Télécommunications à cause d'une forte concurrence sur les prix et quelques difficultés sur certains projets dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Par ailleurs il est à noter que le taux moyen d'utilisation des ressources propres en France est stable à 80% à fin juin 2009.

Chiffre d'affaires par zone géographique

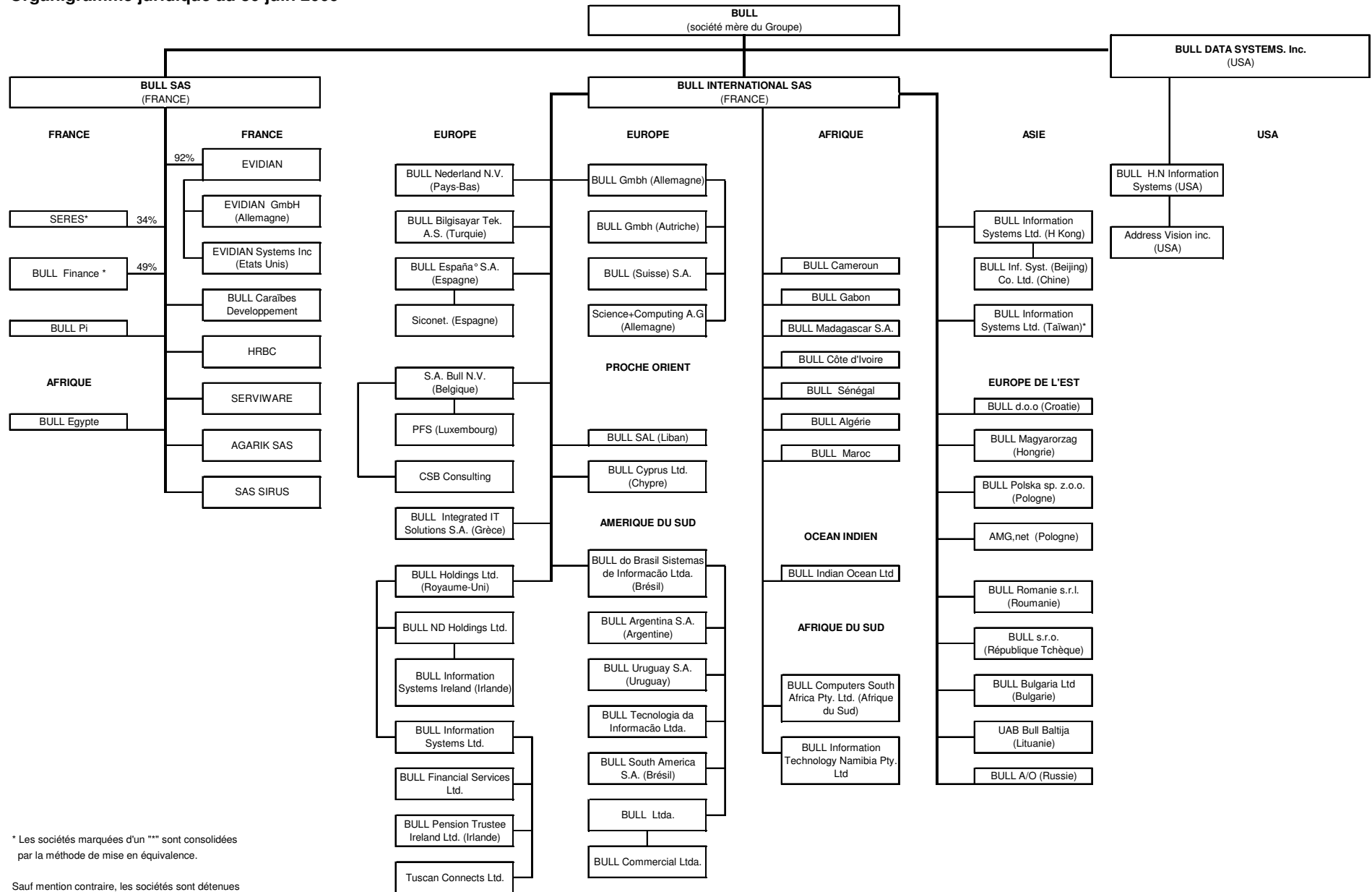
Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 558,6 millions d'euros, en croissance de 1,5% par rapport au chiffre d'affaires du premier semestre 2008. Le chiffre d'affaires se décompose de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre		Année
	2009	2008	2008
France	285,3	282,7	582,8
Europe hors France	197,1	184,4	385,4
Amérique du Nord	10,4	23,2	38,5
Amérique du Sud	22,6	17,3	38,9
Reste du monde	43,2	43,0	87,2
Chiffre d'affaires total	558,6	550,6	1 132,8

30. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif ne s'est produit postérieurement à la clôture semestrielle 2009.

Organigramme juridique au 30 juin 2009



* Les sociétés marquées d'un "*" sont consolidées par la méthode de mise en équivalence.

Sauf mention contraire, les sociétés sont détenues directement ou indirectement à 100% par Bull

Informations concernant les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2009

NB : toutes les sociétés sont consolidées par la méthode de l'intégration globale sauf celles marquées d'un * qui sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Les % de participation indiqués correspondent également dans tous les cas au % des droits de vote détenus.

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
----------------------	-------------------------	--------------------

BULL S.A. au capital de 9 678 664,70 EUR (N° SIREN 542 046 065)	rue Jean Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	
---	---	--

A - FILIALES DE BULL		
Bull Data Systems Inc. Société au capital de 1 408 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (U.S.A.)	100
Bull International SAS SAS au capital de 10 260 000 EUR (N° SIREN 389 481 466)	rue Jean Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
Bull SAS SAS au capital de 35 636 720 EUR (N° SIREN 642 058 739)	rue Jean Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
B - FILIALES DE BULL SAS		
AFRIQUE		
Bull Egypte Information System Cie Société au capital de 50 000 EGP	World Trade Center 11-13 Corniche El Nil LE CAIRE (Egypte)	100
EUROPE		
* Bull Finance S.A. au capital de 4 400 000 EUR (N° SIREN 321 513 335)	57-59, avenue de Chatou 92500 RUEIL-MALMAISON (France)	48,6

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
----------------------	-------------------------	--------------------

Evidian S.A. au capital de 3 391 304,37 EUR (N° SIREN 422 689 208)	rue Jean Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	92
* SERES S.A. au capital de 1 013 786 EUR (N° SIREN 343 778 163)	20, rue Dieumegard 93406 SAINT OUEN (France)	34
Bull Caraïbes Développement S.A.S. au capital de 40 000 EUR (N° SIREN 424 811 891)	BAT/ CERP-Lot 8-Acajou 97232 LE LAMENTIN (France)	100
Bull Pi S.A. au capital de 40 000 EUR (N° SIREN 433 732 781)	Rue Jean Jaurès 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS (France)	100
SERVIWARE S.A.S au capital de 1 000 000 EUR (N° SIREN : 394 188 379)	13-17 allée des vendanges 77183 Croissy Beaubourg (France)	100
HRBC S.A.S. au capital de 37 000 EUR (N° SIREN 442 301 875)	1 Place de la Pyramide 92911 PARIS LA DEFENSE CEDEX (France)	100
AGARIK SAS SAS au capital de 454 500 EUR (N° SIREN 433 082 476)	20 rue Dieumegard 93400 St OUEN (France)	100
SAS SIRUS SAS au capital de 140 000 EUR (N° SIREN 399 718 097)	131 av du Prado / Immeuble Hermes Bat E 13008 MARSEILLE (France)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Filiales de EVIDIAN SA		
Evidian GmbH Société au capital de 100 000 EUR	Von-der-Wettern- Straße,27 51 149 KOELN/COLOGNE (Allemagne)	100
Evidian Systems Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821 (U.S.A.)	100
C – FILIALES DE BULL INTERNATIONAL SAS		
AMERIQUE		
Bull do Brasil Sistemas de Informação Ltda Société au capital de 9 408 037 BRL	Avenida Angélica, 903 1º andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO SP (Brésil)	100
AFRIQUE		
Bull Algérie Société au capital de 20 000 000 DIA	Rue Yehia El-Mazouni, El Biar ALGER (Algérie)	100
Bull Maroc Société au capital de 6 000 000 MAD	Technopark Casablanca Rte de Nouaceur BP 16415 Casablanca 20000 CASABLANCA (Maroc)	100
Bull Cameroun Société au capital de 170 000 000 XAF	Immeuble C.N.P.S. Rue Ivy Douala B.P. 2552 Bonanjo DOUALA (Cameroun)	100
Bull Côte d'Ivoire Société au capital de 1 106 000 000 XOF	31, avenue Noguès 01 B.P. 1580 ABIDJAN 01 (Côte d'Ivoire)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Bull Gabon Société au capital de 85 580 000 XAF	Immeuble ex Sonagar Boulevard Bord de Mer B.P. 2260 LIBREVILLE (Gabon)	100
Bull Computers South Africa Pty. Ltd. Société au capital de 2 000 000 SAR	115, West Street 2199 SANDTON JOHANNESBURG (Afrique du Sud)	100
Bull Information Technology Namibia Pty. Ltd. Société au capital de 1 000 SAR	C/o Deloitte & Touche Namdeb Center, 10 Bulow street PO Box 47 WINDHOEK (Namibie)	100
Bull Madagascar S.A. Société au capital de 29 240 000 MGA	12, rue Indira Gandhi Tsaralalana BP 252 ANTANANARIVO (Madagascar)	100
Bull Indian Ocean Limited Société au capital de 10000 MUR	C&R Court, 49 rue Labourdonnais, Port Louis (Ile Maurice)	100
Bull Sénégal Société au capital de 2 304 150 000 XOF	Extension Immeuble Kebe 99, avenue André Peytavain B.P. 3183 DAKAR (Sénégal)	100
ASIE		
Bull Information Systems (Hong Kong) Limited Société au capital de 59 940 000 HKD	Room 25, 15/F Radio City 505 Hennessy Road Causeway Bay HONG KONG SAR (Chine)	100
Bull Information Systems (Taïwan) Limited Société au capital de 100 000 000 TWD	7F, no 207-3, Sec 3 Beishin Road, Shindian City TAÏPEÏ Taiwan 231 (ROC)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
----------------------	-------------------------	--------------------

EUROPE		
Bull Nederland N.V. Société au capital de 1 800 000 EUR	Dalsteindreef 141-151 1112 XJ Diemen Netherlands P.O. box 22859 1100 DJ Amsterdam Netherlands (Pays-Bas)	100
Bull GmbH (Germany) Société au capital de 23 000 000 EUR	Von-der-Wettern- Straße,27 51 149 KOELN/COLOGNE (Allemagne)	100
Bull (España), S.A. Société au capital de 20 415 395 EUR	Paseo Doce Estrellas, N° 2 Campo de las Naciones 28042 MADRID (Espagne)	100
Bull Holdings Limited Société au capital de 40 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Integrated IT Solutions A.E. Société au capital de 5 700 000,24 EUR	44, avenue Syngrou B.P. 19027 117 42 ATHENES (Grèce)	100
S.A. Bull N.V. Société au capital de 7 200 464,06 EUR	Rue du Moulin à Papier, 51 1160 BRUXELLES (Belgique)	100
EUROPE DE L'EST		
Bull A/O Société au capital de 17 700 000 RUR	Elecrichesky Pereulok, 3, Building 3, entr., 3 123557 MOSCOU (Russie)	100
Bull d.o.o. Société au capital de 2 229 000 HRK	Koturaska 69 10000 ZAGREB (Croatie)	100
Bull s.r.o. Société au capital de 15 000 000 CZK	Lazarska, 6 120 00 PRAGUE 2 (République Tchèque)	100
UAB "Bull Baltija" Société au capital de 150 000 LTL	40 Gostauto Street 01112 VILNIUS (République de Lituanie)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Bull Bulgaria Ltd. Société au capital de 100 000 BGN	34A "Dondukov" blvd; Floor 4, apartment 22 SOFIA (République de Bulgarie)	100
Bull Magyarország Société au capital de 300 000 000 HUF	Szépvölgyi ut 43 H-1037 BUDAPEST (Hongrie)	100
Bull Polska Sp. Z.O.O. Société au capital de 2 900 000 PLN	Ul. Pawaia 55 01030 VARSOVIE (Pologne)	100
AMG.net Société au capital de 763 166,90 PLN	29, rue de Lakowa LODZ (Pologne)	100
Bull Romania srl Société au capital de 340 700 RON	12 A Burghilea, Sector 2, 024032- BUCAREST (Roumanie)	100
PROCHE ORIENT		
Bull Cyprus, Limited Société au capital de 20 000 CYP	70, Makarios III Avenue PO Box 27269 NICOSIE (Chypre)	100
Bull SAL Société au capital de 160 000 000 LBP	69, Rue Jal el Dib Secteur 1 – BP 60208 12412020 METN (Liban)	100
EUROPE CENTRALE		
Bull Bilgisayar Teknoloji A.S Société au capital de 550 000 TRY	Turan Gunes Bulvari 89 SOK 14/1 CANKAYA YILDIZ ANKARA (Turquie)	99,6
Filiale de Bull (España), S.A.		
Siconet Société au capital de 126 000 EUR	Paseo de las Doce Estrella, 2 Campo de la Naciones 28042 Madrid (Espagne)	100
Filiale de Bull GmbH (Allemagne),		
Bull GmbH (Austria) Société au capital de 5 820 000 EUR	Lemböckgasse, 49 A-1230 VIENNE (Autriche)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Bull (Suisse) S.A Société. au capital de 100 000 CHF	Steinackerstrasse 47, 8902 URDORF (Canton de Zürich)	100
Science+Computing AG Société au capital de 1 495 000 EUR	Hagellocher Weg 73 72070 TUEBINGE (Allemagne)	99
Filiale de S.A. Bull N.V.		
PFS Société au capital de 1 500 000 EUR	CAP2 Parc d'activités de Capellen 40 L - 8308 (Luxembourg)	100
CSB Consulting Société au capital de 53 550 EUR	Grand Duché de Luxembourg L-5326 Contern, 22, Rue Edmond Reuter (Luxembourg)	100
Filiales de Bull do Brasil de Informação Ltda.		
Bull South America Ltda Société au capital de 12 107 530 BRL	Avenida Angélica, 903 1º andar – Sala 01 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO SP (Brésil)	100
Bull Argentina S.A. Société au capital de 4 000 198 USD	Carlos Pellegrini, 1363 2º piso 1011 BUENOS-AIRES (Argentine)	100
Bull Tecnologia da Informação Ltda. Société au capital de 8 954 089 BRL R\$ 3 067 185 00	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Bull Uruguay S.A. Société au capital de 900 000 UYP	Av. Dr Luis A. de Herrera, 2802 1160 MONTEVIDEO (Uruguay)	100
Bull Ltda. Société au capital de 54 197 349,50 BRL	Avenida Angelica, 903 Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100
Filiale de Bull Ltda.		
Bull Comercial Ltda. Société au capital de 8 930 415 BRL	Avenida Angelica, 903 1º andar – Sala 04 – Higienópolis 01227-901 SAO PAULO (Brésil)	100

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
Filiales de Bull Holdings Limited		
Bull Information Systems Limited Société au capital de 59 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull ND Holdings Limited Société au capital de 11 000 000 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Filiales de Bull Information Systems (Hong Kong)		
Bull Information Systems (Beijing) Co. Ltd Société au capital de 500 000 USD	11/F, Jing Guang Centre Office Building Hu Jia Lou Chao Yang District 100 020 BEIJING, (PR Chine)	100
Filiales de Bull Information Systems Limited		
Bull Financial Services Limited Société au capital de 2 GBP	Maxted Road HEMEL HEMPSTEAD Hertfordshire HP2 7DZ (Royaume-Uni)	100
Bull Pension Trustees Ireland Limited Société au capital de 2 IRL	29/31, South William Street DUBLIN 2 (Irlande)	100
Tuscan Connects Ltd Société au capital de 1 000 GBP	Maxted Road, Hertfordshire, HP2 7DZ HEMEJ HEMPSTEAD (Royaume-Uni)	80
Filiale de Bull ND Holdings Limited		
Bull Information Systems Ireland Société au capital de 278 500 EUR	29/31, South William Street DUBLIN (Irlande)	100
D - FILIALE DE BULL DATA SYSTEMS Inc.		
Bull HN Information Systems Inc. Société au capital de 1 558 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3486 (U.S.A.)	100
Filiale de Bull HN Information Systems Inc.		
AddressVision Inc. Société au capital de 1 000 USD	296 Concord Road, Suite 180 BILLERICA, MA 01821-3486 (U.S.A.)	100

Informations concernant les principales participations minoritaires au 30 juin 2009

Dénomination sociale	Adresse du Siège social	% de participation
----------------------	-------------------------	--------------------

Participation en France

Keynectis Société au capital de 6 986 000 EUR (N° SIREN 478 217 318 PARIS 478)	30 rue du Château des rentiers 75647 Paris cedex 13	14,39 (Bull SAS)
--	--	---------------------

Participations de Bull España

Safelayer Société anonyme au capital de 1 950 000 EUR	Edificio World Trade Center (S-4) Moll de Barcelona S/N 08039 Barcelona (Espagne)	15,0 (Bull España)
---	--	-----------------------

* Participations (non consolidées) comprises entre 10,0% et 19,9%

Evenements postérieurs au 6 avril 2009 (date du dépôt du document de référence)

Communiqués de presse

Les documents indiqués ci-après sont consultables sur le site Internet de Bull (<http://www.bull.fr>)

Date	Intitulé
18 novembre 2009	Bull entre en négociation exclusive en vue d'acquérir le Groupe Amesys
17 novembre 2009	Extreme Computing : bullx désigné meilleur supercalculateur au monde et classé parmi les 5 nouvelles technologies à suivre
16 novembre 2009	Bull révolutionne la vision du Data Center avec mobull, container « plug & boot » de dernière génération
16 novembre 2009	A l'occasion de la Semaine pour l'Emploi des Personnes Handicapées du 16 au 22 novembre 2009
29 octobre 2009	Bull: confirmation de l'objectif d'EBIT 2009, supérieur à 25 millions d'euros
19 octobre 2009	La Région Languedoc Roussillon s'appuie sur Bull pour moderniser et optimiser son système d'information
21 septembre 2009	RTL Group choisit Bull Evidian et équipe les utilisateurs de la société « holding »
15 septembre 2009	Bull et l'Université Joseph Fourier annoncent leur coopération dans « l'informatique verte »
8 septembre 2009	Le Brésil et la France annoncent un accord de coopération stratégique dans le domaine des technologies de l'information
3 septembre 2009	Au Royaume Uni, la ville de Winchester déploie le SSO de Bull Evidian
28 juillet 2009	globull, le « vaccin » des entreprises contre le virus H1N1
1 juillet 2009	Le Prix Bull-Joseph Fourier pour la simulation numérique a été remis à trois chercheurs pour leur contribution à trois domaines majeurs pour la société
24 juin 2009	Stratégie et offre de Bull dans l'Extreme Computing : nouveau livre blanc IDC
23 juin 2009	P&T Luxembourg crée un SSO en « nuage » avec Bull Evidian
16 juin 2009	Avec les supercalculateurs bullx, Bull ouvre une nouvelle voie à l'Extreme Computing
10 juin 2009	Bull équipe plusieurs ministères avec globull, première plate-forme de sécurité mobile
8 juin 2009	Partenariat Bull SAS et ffA dans le domaine des supercalculateurs à haute performance pour le secteur pétrolier et gazier
26 mai 2009	Bull Evidian aide un hôpital en Belgique à améliorer sécurité et efficacité
18 mai 2009	Bull aide le Ministère de l'environnement roumain à assurer une meilleure protection de l'environnement
12 mai 2009	Bull Evidian annonce « Ready-To-Go SSO », une édition d'entrée de son logiciel de single sign-on
28 avril 2009	Bull réduit les coûts des infrastructures distribuées avec de nouveaux serveurs d'entrée de gamme Escala éco-efficaces
14 avril 2009	Bull renforce ses solutions de centre de données virtuel avec les systèmes de stockage EMC Symmetrix V-Max
9 avril 2009	Bull entend faire du numérique un moteur de sortie de crise

Communication réglementée

Les documents indiqués ci-après sont consultables dans le rubrique "Communication réglementée" de la section Relations investisseurs sur le site Internet de Bull (<http://www.bull.fr>)

Date	Intitulé
18 novembre 2009	Bull entre en négociation exclusive en vue d'acquérir le Groupe Amesys L'objectif est de créer ensemble un leader européen des solutions de traitement informatique à grande échelle pour les systèmes critiques et sécuritaires
29 octobre 2009	Bull: confirmation de l'objectif d'EBIT 2009, supérieur à 25 millions d'euros
4 août 2009	Bull annonce la mise à disposition de son rapport financier semestriel
30 juillet 2009	Résultats du premier semestre 2009
30 avril 2009	Au premier trimestre 2009, Bull confirme la solidité de son modèle
23 avril 2009	Assemblée générale 2009: mise à disposition des documents préparatoires

Information financière au titre du troisième trimestre 2009

Le 29 octobre 2009 Bull a publié son rapport trimestriel au titre du troisième trimestre 2009. Le communiqué peut être consulté en son intégralité sur le site internet de Bull : <http://www.bull.fr>

Les données communiquées au titre du troisième trimestre ne sont pas auditées.

Activité du troisième trimestre : prises de commande et chiffre d'affaires

NB : Le volume de prises de commandes correspond à la valeur totale ferme des contrats enregistrés pendant la période et avec un horizon de livraison ou d'exécution déterminé. Cette valeur totale ferme de contrats correspond à l'engagement contractuel des clients, sur lequel le management peut être amené à apporter un jugement. L'activité maintenance récurrente n'est pas incluse dans les prises de commandes dans la mesure où les contrats qui couvrent cette activité sont gérés comme un portefeuille dont le renouvellement est souvent effectué de manière tacite.

Le chiffre d'affaires consolidé pour le troisième trimestre 2009 s'élève à 221,2 millions d'euros, en recul de 8,1% par rapport à la même période de 2008. Après prise en compte des variations de taux de change, la baisse du chiffre d'affaires est de 7,3%. Le chiffre d'affaires consolidé pour les neuf premiers mois de l'année s'élève à 779,8 millions d'euros, soit une légère baisse de 1,5% par rapport à la même période de 2008. Après prise en compte des effets de change, la décroissance du chiffre d'affaires pour la période est de -0,3%.

Sauf indication contraire, les comparaisons sont établies à trimestre équivalent d'une année sur l'autre par rapport aux données publiées.

Hardware & Systems Solutions: un trimestre en retrait; rebond anticipé au quatrième trimestre

L'activité du segment Hardware & Systems Solutions traduit à la fois un effet de saisonnalité très défavorable, en ligne avec l'industrie, et des reports d'investissements de la part de certains clients du secteur privé. Ainsi, les prises de commandes sont en baisse de 22,1%, et le chiffre d'affaires recule de 16,6% après 5 trimestres consécutifs de croissance. Les affaires commerciales en cours permettent toutefois d'anticiper une forte reprise des prises de commande sur le quatrième trimestre, ainsi qu'une stabilisation du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2008. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de ces activités a crû de 6,1% par rapport à la même période de 2008, tiré notamment par les offres de croissance. Ces offres sont positionnées sur des niches qui surperforment le marché des serveurs. L'Extreme Computing, qui est une de ces offres de croissance, voit son chiffre d'affaires progresser sur le troisième trimestre.

Services et Solutions: léger tassement du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités Services & Solutions s'élève à 105,9 millions d'euros au troisième trimestre, en légère baisse organique de 1,8%. Les prises de commande sont, quant à elles, en baisse de 6,7%, reflétant un environnement économique dégradé, affectant plus particulièrement les clients Telco. Le Groupe continue toutefois à afficher une performance supérieure à celle du marché avec une croissance organique du chiffre d'affaires de 2,4% depuis le début de l'année, grâce à la qualité de son portefeuille client, notamment dans le secteur public.

Maintenance & PRS: solidité de l'activité grâce aux nouvelles offres

Le chiffre d'affaires des activités de Maintenance & PRS fait preuve de résilience, à 46,4 millions d'euros, en très légère baisse de 0,9%. Le succès des nouvelles offres, liées notamment aux services d'infrastructure, permet de limiter l'érosion de ce segment malgré une baisse des activités de maintenance traditionnelle. Pour les neuf premiers mois de 2009, l'érosion du chiffre d'affaires est de -3,3% par rapport à la même période de 2008.

Fulfillment & Third Party Products

Le chiffre d'affaires des activités Produits Tiers, à 13,0 millions d'euros, est en forte réduction, conséquence de la volonté délibérée du Groupe de concentrer ses ressources sur ses offres cœur. Le recul enregistré au titre du troisième trimestre est de 17,3%. Pour les neuf premiers mois de l'année, la baisse est de 22,5% par rapport à la même période de 2008.

Situation financière du Groupe

La situation financière du groupe demeure saine. La trésorerie affiche, comme les années précédentes, une saisonnalité marquée. La fin du mois de septembre est habituellement un point bas de la trésorerie dont l'évolution suit celle du chiffre d'affaires, réparti de façon inégale entre les deux trimestres du deuxième semestre.

Perspectives

Compte tenu des résultats des neuf premiers mois de l'année, Bull confirme son objectif de rentabilité pour 2009, relevé en juillet, et correspondant à un EBIT supérieur à 25 millions d'euros.

Emprunt moyen terme

Un prêt, accordé par l'une des banques du Groupe à Bull SA a été mis en place le 15 juillet 2009. L'objet de ce prêt est le financement d'opérations futures de croissance externe. Son montant est de 15 millions d'euros, sa durée de 5 ans ; il est remboursable en 4 annuités égales à partir du 15 juillet 2011. Une garantie d'un montant égal à 50% du capital restant dû sera maintenue pendant la durée du prêt, sous la forme du nantissement d'un compte de titres financiers.

Plan d'intéressement

Le Groupe Bull a décidé de mettre en place un accord d'intéressement pour les exercices 2009, 2010 et 2011, concernant ses salariés en France. Cet accord attribue aux salariés une prime en fonction du dépassement de l'objectif d'EBIT, distribuée sur une base égalitaire. Ce plan d'intéressement permettra de mieux partager les objectifs et la performance de Bull.

Annnonce d'entrée en négociation exclusive en vue d'acquérir le groupe Amésys

Le 18 novembre 2009, Bull a annoncé être entré en négociation exclusive en vue d'acquérir le groupe Amésys. Le communiqué suivant a été diffusé.

Paris, le 18 novembre 2009 : Bull (Euronext Paris : BULL) - expert des systèmes d'information ouverts, flexibles et sécurisés et l'un des premiers acteurs des technologies de l'information en Europe, annonce qu'il entre en négociation exclusive en vue de finaliser l'acquisition du Groupe Amésys, un leader européen dans les systèmes critiques et sécuritaires, détenu par Crescendo Industries.

La transaction envisagée permettra à Bull de créer un leader européen des solutions de traitement informatiques à grande échelle pour les systèmes critiques et sécuritaires en combinant :

- d'une part, le leadership du Groupe Amésys dans l'ingénierie des systèmes d'acquisition et de traitement du signal en temps réel ;
- et d'autre part, l'expertise de Bull, notamment dans le traitement, l'analyse et l'exploitation des informations comme le calcul haute performance, le stockage ainsi que les services d'infrastructure et d'infogérance associés.

Dans un monde hyper connecté, les réseaux du futur intégreront une infinité d'objets communicants : Transports, Distribution, Energie, Santé, Défense, « homeland security », Aérospatial ou Loisirs, tous les secteurs seront concernés, toutes les activités seront impactées. Dans ce contexte, la combinaison unique des savoir-faire dans la détection et le traitement à grande échelle d'informations au sein d'une offre intégrée sera, pour les clients du nouvel ensemble, un facteur de compétitivité et de souveraineté.

Le chiffre d'affaires du groupe Amésys a enregistré une forte croissance annuelle de 25% en moyenne sur la période 2004-2008, et devrait approcher les 100 millions d'euros en 2009, avec un niveau de rentabilité opérationnelle proche de 10%. La poursuite de cette dynamique devrait permettre à Bull de doubler en 5 ans le chiffre d'affaires de ces activités après prise en compte des synergies commerciales.

La transaction devrait être relative tant au niveau de l'EBIT qu'au niveau du résultat net dès 2010, confortant ainsi les intérêts des actionnaires de Bull.

Les parties ont signé un accord d'exclusivité suite à une phase de due diligence et de négociations. Le projet sera soumis pour avis aux instances représentatives du personnel des sociétés concernées par l'opération, et est également soumis à des approbations réglementaires et administratives.

Bull sollicitera, lors d'une assemblée générale extraordinaire qui sera tenue au plus tard le 31 janvier 2010, l'autorisation de ses actionnaires afin d'entériner l'opération et notamment d'effectuer une augmentation de capital au profit de Crescendo Industries, destinée à rémunérer l'apport du Groupe Amesys. A la suite de cette augmentation de capital, Crescendo Industries deviendrait actionnaire de Bull à hauteur d'environ 20% et recevrait en complément un paiement en numéraire de 33 millions d'euros augmenté de la trésorerie nette du Groupe au 31 décembre 2009. Crescendo Industries s'engage à conserver au moins 75% de sa participation dans Bull pendant 3 ans.

« Je tiens à saluer le parcours industriel exceptionnel de Philippe Vannier et de son équipe à la tête du Groupe Amesys. Leur culture entrepreneuriale sera un atout supplémentaire pour Bull, et je suis heureux qu'ils nous rejoignent. Par cette acquisition transformante, qui renforce la structure actionnariale du Groupe, nous entendons établir ensemble un pôle d'ingénierie, de conseil et d'intégration dédié aux systèmes critiques et sécuritaires, » déclare Didier Lamouche, Président-Directeur général de Bull. « Cette entité, dont Amesys sera le socle, bénéficiera de synergies uniques dans l'industrie, notamment avec notre activité d'Extreme Computing, ainsi que de la présence internationale de Bull. Nous apportons ainsi à nos clients la valeur supplémentaire d'une offre intégrée. Je me félicite de l'entrée d'un nouvel actionnaire de référence au capital du Groupe, prêt à accompagner notre développement.»

« Les équipes d'Amesys et moi-même sommes fiers d'avoir construit un Groupe faisant référence dans le secteur des systèmes critiques et sécuritaires » déclare Philippe Vannier, Président-Directeur général du Groupe Amesys. « Le rapprochement avec Bull, l'un des plus grands noms européens des technologies de l'information, nous permettra d'accéder à une nouvelle dimension. Sous le leadership de Didier Lamouche, nous comptons contribuer au développement du nouvel ensemble, apportant notre savoir faire à une nouvelle offre intégrée et globale, unique sur le marché. Les actionnaires de Crescendo Industries sont enthousiastes à l'idée d'investir massivement pour contribuer à la construction d'un Groupe créateur de valeur. »

L'opération fera l'objet d'un document E enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) préalablement à l'assemblée générale extraordinaire.

Sur cette opération, Bull a été conseillé par Morgan Stanley et Proskauer Rose ; Groupe Amesys a été conseillé par Arjil et Paul Hastings.

Renseignements de caractère général concernant le capital

Attribution de stock options

Faisant usage de l'autorisation accordée au titre de la 14^{ème} résolution approuvée lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 14 mai 2008, le conseil d'administration du 29 juillet 2009 a décidé d'attribuer en date du 14 août 2009 1 309 000 options de souscription d'actions à 54 managers salariés du Groupe. Neuf de ces bénéficiaires sont membres du Comité Opérationnel, et il leur a été alloué 505 000 options de souscription d'actions en total. Aucun dirigeant mandataire social n'est concerné par ces attributions d'options de souscription d'actions.

Le prix d'exercice des options est de 2,40 euros, soit la moyenne des cours de clôture des vingt séances de Bourse précédant la date d'attribution, sans application de décote, conformément à la décision de l'assemblée générale. L'acquisition des options ou "vesting" se fera par quart chaque année, à chaque période anniversaire de la date d'attribution, à condition que la bénéficiaire soit présent dans l'entreprise conformément aux conditions fixées dans le règlement du Plan d'Attribution. L'exercice des options ne peut se faire qu'en une seule fois entre le quatrième et le sixième anniversaire de la date de l'attribution.

Franchissement de seuil de participation

Par courrier en date du 4 septembre 2009, MN Services a déclaré avoir franchi en hausse, le 1^{er} septembre 2009, à la suite d'une réévaluation de ses obligations légales, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société et détenir 4 971 234 actions représentant autant de droits de vote, soit 5,13% du capital.

Par courrier en date du 25 septembre 2009, MN Services a déclaré avoir franchi en baisse, le 25 septembre 2009, à la suite d'une cession d'action, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société. Par un communiqué rectificatif en date du 2 octobre 2009, MN Services déclare détenir au 25 septembre 4 831 433 actions représentant autant de droits de vote, soit 4,99% du capital.

Par courrier en date du 28 septembre 2009, KBL Richelieu Gestion, agissant pour le compte de fonds communs de placement dont elle assure la gestion a déclaré avoir franchi en hausse, le 24 septembre 2009, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la société et détenir 5 083 456 actions représentant autant de droits de vote, soit 5,25% du capital.

Contrat de liquidité

Le contrat de liquidité confié à Oddo Corporate Finance depuis le 18 septembre 2006 a été poursuivi. A la date du 31 octobre 2009, les moyens figurant sur le compte de liquidité étaient de 140 000 titres et 540 688 euros en espèces.

Actions autodétenues

Compte tenu des titres figurant sur le compte de liquidité, le nombre d'actions considérées comme autodétenues au 31 octobre 2009 est de 480 589.

Actionnariat et pacte d'actionnaires

Sur la base des déclarations et informations disponibles, la répartition connue du capital au 31 octobre 2009 est la suivante:

Actionnaires	Nombre d'actions	Participation	Droits de vote
France Télécom	9 747 081	10.07%	10.12%
Richelieu Finance Gestion Privée	5 083 456	5.25%	5.28%
MN Services NV	4 831 433	4.99%	5.02%
Deutsche Bank AG	4 546 415	4.70%	4.72%
NEC	2 947 080	3.04%	3.06%
Tocqueville Finance SA	2 741 718	2.83%	2.85%
Debeka	2 000 000	2.07%	2.08%
JP Morgan Chase & Co	1 665 515	1.72%	1.73%
Salariés	983 000	1.02%	1.02%
Autocontrôle*	480 589	0.50%	-
Autres	61 760 360	63.81%	64.13%
Total	96 786 647	100.00%	100.00%

(*) les actions auto détenues n'ont pas de droit de vote

NB : il n'y a pas d'action ayant de droit de vote double

Marché du titre et information des actionnaires

Evolution du cours et des transactions sur Euronext Paris du 1 janvier au 31 octobre 2009

		Capitaux échangés		Nombre de titres échangés		Cours de la période		
		En milliers d'euros				En euros		
		Cumul sur la période	Moyenne Quotidienne	Cumul sur période	Moyenne Quotidienne	Le plus haut	Le plus bas	Moyen clôture
2009	Janvier	13 053,94	621,62	10 249 573	488 075	1,38	1,15	1,287
	Février	12 430,55	621,53	8 638 507	431 925	1,64	1,24	1,386
	Mars	16 696,00	758,91	10 827 021	492 137	1,80	1,24	1,545
	Avril	19 873,24	993,66	9 946 045	497 302	2,34	1,70	1,914
	Mai	13 927,03	696,35	6 407 426	320 371	2,40	1,98	2,138
	Juin	12 815,20	582,51	6 453 590	293 345	2,23	1,71	2,002
	Juillet	16 308,78	709,08	7 395 572	321 547	2,61	1,86	2,080
	Août	25 487,88	1 213,71	9 631 831	458 659	2,89	2,51	2,668
	Septembre	36 430,60	1 655,94	11 592 286	526 922	3,47	2,52	3,072
	Octobre	22 144,96	1 006,59	7 036 663	319 848	3,34	2,70	3,157
Total ou moyenne		189 168,18	885,99	88 178 514	415 013	-	-	-

Table de concordance

Figurent dans le présent tableau de concordance, en regard de chacune des rubriques prévues par le Règlement (CE) numéro 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les numéros de la ou des pages auxquelles sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques dans la présente actualisation en complément de la table de concordance pages 148 et 149 du document de référence 2008 déposé sous le numéro D.09-0203.

	Rubrique	Page dans le document de référence D.09-0203	Page dans la présente actualisation
1	Personnes responsables	3	3
2	Contrôleurs légaux des comptes	33	-
3	Informations financières sélectionnées		
3.1	Informations historiques	4	-
3.2	Informations intermédiaires	sans objet	5
4	Facteurs de risques	55	16
5	Informations concernant l'émetteur		
5.1	Histoire et évolution de la société	5	-
5.2	Principaux investissements	19	-
6	Aperçu des activités		
6.1	Principales activités	9	7
6.2	Principaux marchés	113	-
6.3	Événements exceptionnels	-	-
6.4	Dépendance éventuelle	56	-
6.5	Position concurrentielle	18	-
7	Organigramme		
7.1	Description sommaire du groupe	138	43
7.2	Liste des filiales importantes	139	44
8	Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1	Immobilisations corporelles importantes	19	-
8.2	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	28	-
9	Examen de la situation financière et du résultat	30	6
10	Trésorerie et capitaux		
10.1	Capitaux de l'émetteur	35	56
10.2	Source et montant des flux de trésorerie	47	13
10.3	Conditions d'emprunt et structure de financement	47	55
10.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	-	-
10.5	Sources de financement attendues	-	-
11	Recherche et développement, brevets et licences	18	-
12	Information sur les tendances	14	-
13	Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1	Organes d'administration et de direction	33, 60	7
14.2	Conflits d'intérêts	69	-
15	Rémunération et avantages		
15.1	Rémunérations et avantages en nature	51, 69, 105, 128	16
15.2	Retraites et autres avantages	51	-
16	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1	Mandats des membres du conseil d'administration	60	-

Rubrique		Page dans le document de référence D.09-0203	Page dans la présente actualisation
16.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration	32	-
16.3	Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	68	-
16.4	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	67	-
17	Salariés		
17.1	Nombre de salariés	106	5
17.2	Participations dans le capital de l'émetteur et stock options	106, 129	37
17.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	109, 132	-
18	Principaux actionnaires		
18.1	Identification des principaux actionnaires	35, 136	57
18.2	Existence de droits de vote différents	-	-
18.3	Contrôle de l'émetteur	-	-
18.4	Accord dont la mise en oeuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	-	-
19	Opérations avec des apparentés	110	-
20	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1	Informations financières historiques	2	-
20.2	Informations financières pro forma	-	-
20.3	Etats financiers	30	19
20.4	Vérifications des informations financières historiques annuelles	2, 3	-
20.5	Date des dernières informations financières	Exercice clos au 31 déc. 2008	Semestre clos au 30 juin 2009
20.6	Informations financières intermédiaires et autres		
20.6.1	Informations intermédiaires	-	19
20.7	Dividendes	49	-
20.8	Procédures judiciaires et d'arbitrage	133	-
20.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	-	-
21	Informations complémentaires		
21.1	Capital social	35	56
21.2	Acte constitutif et statuts	31	-
22	Contrats importants	16	-
23	Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
24	Documents accessibles au public	40	-
25	Informations sur les participations	147	44



Société Anonyme au capital de 9 678 664,70 euros
Siège social: rue Jean Jaurès BP 68 - 78340 Les Clayes-sous-Bois
R.C.S. Versailles B 542 046 065

www.bull.fr

www.bull.com

Relations Actionnaires et Investisseurs:

Peter Campbell

Téléphone: 01 30 80 32 36

peter.campbell@bull.net